

Assemblée générale du 31 mai 1902¹

La Ligue des Droits de l'Homme s'est réunie en assemblée générale le 31 mai 1902, sous la présidence de M. Trarieux, sénateur, ancien ministre de la justice.

Sur l'estrade on remarquait la présence de la plupart des membres du Comité central et d'un très grand nombre de délégués des sections de Paris et des départements.

Voici la liste des sections représentées et de leurs délégués :

La section du Palais-Royal (1^{er} Arrt), était représentée par MM. Gustave Cahen, président, D^r Lataste, vice-président, Olivier, trésorier, et Cerf, secrétaire.

La section de la Place-Vendôme (1^{er} Arrt), par M. L. Goirand, président ; D^r Roy, vice-président ; Lucien Le Foyer, secrétaire ;

La section du II^e Arrondissement, par MM. S. Blum, président, H. Delage, G. Cerf, Julien Katz, membres du Comité ;

La section du quartier des Arts-et-Métiers (III^e Arrt), par MM. Benoit-Lévy, président et Liebschutz, vice-président ;

La section du quartier des Archives (III^e Arrt), par M.M. Rouquès, président, et Alphonse Lévy, trésorier ;

(1) Compte rendu sténographique de MM. Corcos frères.

La section du quartier de St-Avoye (III^e Arrt), par MM. Raoul Lévy, trésorier, Ernest Billet, secrétaire, et Ernest Cahen.

La section du quartier des Enfants-Rouges (III^e Arrt), par MM. Braneq, président, et Henri Lévy, secrétaire-trésorier ;

La section du quartier de l'Arsenal (IV^e Arrt), par MM. Mourié, président, Kock et Nerson ;

La section du quartier St-Gervais (IV^e Arrt), par MM. Lamy, vice-président, et L. Salomon, secrétaire ;

La section du quartier St-Merri, (IV^e Arrt), par MM. I. Fribourg, président, Lucien Mayer, vice-président, Ch. Caye, secrétaire, Judis, trésorier, et A. Fribourg, membre du Comité ;

La section du quartier Notre-Dame (IV^e Arrt), par MM. Saint-Laurent, vice-président, de Gassiceurt, Michel et Kuebler ;

La section du quartier du Jardin des Plantes (V^e Arrt), par M. L. Philippe, secrétaire ;

La section du quartier de la Sorbonne (V^e Arrt), par M. G. Barbey, avocat à la Cour d'Appel, secrétaire ;

La section du quartier de St-Victor (V^e Arrt), par M. Vanderheyem, ingénieur, vice-président ;

La section du quartier du Val de Grâce (V^e Arrt), par M. Cahen, membre du Comité ;

La section du quartier de l'Odéon (VI^e Arrt), par MM. le D^r J. Paul Langlois, président, et Alfred Lina, secrétaire ;

La section du quartier Notre-Dame-des-Champs (VI^e Arrt), par MM. le D^r Et. Rabaud, secrétaire, et L. Rachou, membre du Comité ;

La section du quartier du Gros-Caillou (VII^e Arrt), par M. le D^r Sicard de Plauzoles, président ;

Les sections réunies du VIII^e Arrondissement, par M. Perrin, secrétaire de la section de l'Europe ;

La section des quartiers du Faubourg-Montmartre et de la Chaussée-d'Antin (IX^e Arrt), par MM. Frantz Jourdain, président, Viau et Gabreau, vice-présidents ;

La section du quartier de Rochechouart (IX^e Arrt), par MM. Armand Brette, président, J. H. Pinard, adjoint au maire du IX^e, vice-président, Jean Charrière, secrétaire, Jules Jacob, trésorier, Fernand de Jong, trésorier adjoint ;

La section du quartier de la Porte St-Denis (X^e Arrt), par M. Horvilleur, membre du Comité ;

La section du quartier de la Porte-Saint-Martin (X^e Arrt), par M. Ch. Christmann, vice-président ;

La section du quartier de la Folie-Méricourt (XI^e Arrt), par MM. Loth, vice-président, et Lavarenne, membre du comité;

La section du quartier de St-Ambroise (XI^e Arrt), par MM. Paul Faure, trésorier, et Silvain Weil, secrétaire adjoint;

La section des quartiers de la Roquette-Sainte-Marguerite (XI^e Arrt), par M. Henri Cousin, vice-président;

La section du XII^e Arrondissement, par M. Henri Godet, président;

La section du XIII^e Arrondissement, par MM. Emile Antz, président, P. Joannès, secrétaire, et A. de Holstein, secrétaire adjoint;

La section du quartier Montparnasse (XIV^e Arrt), par M. J. Mascart, président;

La section du Petit-Montrouge (XIV^e Arrt), par MM. Le Béalle et Damman;

La section de Plaisance, par MM. Bourdillat, président, et Lallier, secrétaire;

La section du XV^e Arrondissement, par MM. J. Peset, président, et Jules Houtelette, vice-président;

La section du quartier de Chaillot (XVI^e Arrt), par M. Louis Bloch, président;

La section du quartier d'Auteuil, (XVI^e Arrt), par MM. A. Caron, président, Foulquier, vice-président, et R. Isaac, secrétaire;

La section du quartier de la Porte-Dauphine (XVI^e Arrt), par M. Laugée, vice-président;

La section du quartier des Ternes-Plaine-Monceau (XVII^e Arrt), par M. Maurice Degeorge, président;

La section du quartier des Epinettes (XVII^e Arrt), par M. Brunet, vice-président;

La section du quartier des Batignolles (XVII^e Arrt), par M. Paul Brulat, président;

La section du quartier de Clignancourt (XVIII^e Arrt), par M. Constant-Fressières, trésorier adjoint;

La section des quartiers de la Goutte-d'Or et de la Chapelle (XVIII^e Arrt), par M. Cantel, vice-président;

La section du quartier d'Amérique (XIX^e Arrt), par M. Emile Kern, président;

La section du Combat (XIX^e Arrt), par MM. Nathan Hugon, président et Warnaud;

La section du XX^e Arrondissement, par MM. Fesquest et Sageret, vice-présidents; et Goulet, secrétaire;

La section d'Alfortville, par MM. Mélichet, vice président, et Lemeunier;

La section d'Aubervilliers-Pantin, par MM. Lafolie, instituteur, Séverin et Christiana ;

La section de Colombes, par MM. Bowers, trésorier ; Trèves, et Anceau ;

La section de Levallois-Perret, par MM. Cancé, président, et E. Boncenne, secrétaire ;

La section de Montreuil-sous-Bois, par MM. Ghysels et L. Simon, membres du comité ;

La section de Neuilly-sur-Seine, par MM. Uhry, secrétaire, et Bernard, membre du comité ;

La section du Perreux, par M. Emile Renard ;

La section de Saint-Denis, par MM. Vauthier, président, et Aymard, secrétaire ;

La section de Saint-Mandé, par M. Rischmann, président ;

La section de Saint-Ouen, par M. Jacquot, vice-président ;

La section de Vincennes, par MM. Desplanches et Bourguel ;

La section d'Agen, par M. Dauzon, député ;

La section d'Alençon, par MM. André, président, et Tournier, secrétaire ;

La section d'Amiens, par M. Rodrigues, professeur au Lycée ;

La section d'Ancy-le-Franc, par MM. Baraban et Delagneau ;

La section d'Angers, par M. Henri Jagot, directeur du *Patriote de l'Ouest*, président ;

La section d'Annonay, par M. Boissy-d'Anglas, président ;

La section du Nord des Ardennes, par MM. Albert Poulain et Lassalle, députés ;

La section d'Auxerre, par M. Gaston Bosquet, publiciste ;

La section d'Avignon, par M. J. Lecoq, trésorier ;

La section de Barbezieux, par M. Camille Onic, négociant ;

La section de Beaumont-sur-Sarthe, par M. Juignet, membre du Comité ;

La section de Beauvais, par M. Dauchin, président ;

La section de Belfort, par MM. Georges Koehlin, industriel, président d'honneur, et Ferdinand Scheurer, chimiste, président ;

La section de Béziers, par M. Louis Lafferre, député ;

La section de Biarritz, par M. Staehling, président ;

La section de Brest, par M. Francis de Pressensé, député, membre du Comité central ;

La section de Brioude, par M. Henri Blanc, président d'honneur de la section du Puy ;

La section de Buis-les-Baronnies, par M. Lucien Bertrand, député ;

La section de Caen, par MM. Bernard, professeur à la Faculté des sciences, et le D^r Noury, président de l'Association républicaine du Calvados ;

La section de Castelnaudary, par MM. Georgin et Omer Furtz ;

La section du Cateau, par MM. Gaston Lemyre, secrétaire, et H. Durand, bibliothécaire ;

La section de Cette, par M. Westphal, président de la section de Charenton ;

La section de Chatellerault, par M. Godet, député ;

La section de Chauny, par M. Auguste Bacro, secrétaire-trésorier ;

La section de Clermont-Ferrand, par M. le D^r Chambige, député.

La section de Codognan, par M. Gaston Bourry ;

La section de Corbie, par MM. E. Lequien, président, et A. Baillet ;

La section de Cosne, par M. Giboin, secrétaire ;

La section de Dijon, par MM. Bouhey-Alex, député, et Guéneau, ancien député ;

La section de Dieppe, par M. Loyer, président ;

La section d'Enghien, par MM. Albert Reiss, trésorier, et le commandant Legendre ;

La section d'Eure-et-Loir, par M. Fritel, secrétaire ;

La section de Florac, par MM. Jourdan, député, et Raoul Allier, président d'honneur ;

La section de Gap, par M. Euzières, député, membre ;

La section du Havre, par M. Paul Schwob ;

La section d'Hyères, par M. Charles Richet, membre du Comité central ;

La section de Largentière, par MM. J. Roux, président, et Cardinal, membre du Comité ;

La section de Libourne, par M. Arrouze, professeur, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique ;

La section de Lille, par M. Médéric Dufour, président ;

La section de Lisieux, par M. Maurice Bertre, étudiant en droit ;

La section de Louhans, par MM. Bernard Francis, commis greffier, secrétaire, et Petitjean, député ;

La section de Lyon, par MM. le D^r Fochier, président, et Jean Appleton, secrétaire ;

La section de Mâcon, par MM. Dubief et Symian, députés.

La section du Mans, par M. Léger, professeur de philosophie au Lycée, vice-président ;

La section de Marseille, par M. H. Schloesing, président ;
La section de Mazamet, par MM. Gustave Sarrat, vice-président, et Ernest Molinié, trésorier ;

Le Congrès des sections du midi, tenu à Narbonne le 25 mai, par M. Paul Aubriot ;

La section de Montech, par M. Marc Fèvre, président ;

La section de Montpellier, par M. Mas, député ;

La section de Nantes, par M. Paul Griveaud, maire de Chantenay, vice-président ;

La section de Narbonne, par M. Paul Aubriot ;

La section de Nîmes, par M. Paul Milhaud, secrétaire ;

La section de Nuits-St-Georges, par M. Camuzet, député ;

La section de Pau, par MM. Iriart d'Etchepare, député des Basses-Pyrénées, et Dollé, professeur ;

La section du Pays-Basque, à St-Jean-Pied de Port, par M. L. d'Abartigue, président ;

La section d'Orléans, par M. Louis Gallouëdec, professeur au Lycée Charlemagne, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique ;

La section d'Oyonnax, par M. Jean Appleton, professeur à la Faculté de Droit, secrétaire de la section de Lyon ;

La section de Perpignan, par M. Soubielle,

La section de Pons, par M. Benjamin Robert, pasteur ;

La section de Pont-à-Vendin, par M. J. Legrand, président ;

La section de Puget-Théniers, par M. Francis de Pressensé, député, membre du Comité central ;

La section du Puy, par M. A. Bègue, président ;

La section de Relizane, par MM. Noll, et Charles Michel ;

La section de Roanne, par M. Berger ;

La section de Rochefort, par M. Braud, député, maire de Rochefort, président d'honneur ;

La section de St-Brieuc, par M. le Dr Paul Boyer, président ;

La section de St-Claude, par M. le sénateur Vuillod, maire de St-Claude, président d'honneur ;

La section de Saint-Etienne, par M. Louis Comte, secrétaire.

La section de St-Girons, par M. Delpech, sénateur, membre du Comité central, président d'honneur ;

La section de St-Hippolyte-du-Fort, par M. Ferdinand Buisson, député, membre du Comité central ;

La section de Saint-Raphaël, par M. le Dr Lutaud ;

La section de Tain, par M. Louis Havet, membre de l'Institut, vice-président de la Ligue ;

La section de Thouars, par M. Terrier ;

La section de Toul, par MM. Julien Bernheim, Louis Blocq, Beauvalet, Sommer, Fauvel ;

La section de Toulouse, par MM. Abelous et Mousset, professeurs à la Faculté de médecine de Toulouse ;

La section de Tourcoing, par M. Labaste, professeur au lycée ;

La section de Vabre, par M. E. Creissel, président de la section La Roquette-Sainte-Marguerite ;

La section de Valréas, par M. Jacques Nerson, industriel, à Valréas ;

La section de Vesoul, MM. Rossat, président ; Erard, secrétaire ; Schultz et Octave Jourdhuy, publiciste ;

La section de Vitry-le-François, par M. Ernest Handos, avocat à la Cour d'appel.

A 9 heures précises, M. Trarieux a déclaré la séance ouverte et a prononcé le discours suivant :

Discours de M. L. Trarieux.

Mesdames, Messieurs,

Mes chers Collègues,

Nous nous sommes beaucoup dépensés cette année, et nous avons aussi beaucoup dépensé ; mais aucun de nous, j'en suis sûr, ne songe à regretter les sacrifices de travail, de peine et de temps qu'il a pu s'imposer pour notre Ligue, et je ne suppose pas qu'une critique s'élève tout à l'heure lorsque notre dévoué trésorier aura à nous présenter ses comptes de gestion.

Quand le succès a suivi l'effort, on ne peut qu'être fier de son œuvre, on se sent encouragé non pas seulement à lui rester fidèle, mais à la grandir et à la fortifier par un accroissement de dévouement et de zèle, et ne vous semble-t-il pas, comme à moi, que telle est véritablement à cette heure, notre situation ?

Nous avions, en 1898, en 1899, en 1900, déjà donné la juste mesure de ce que la défense de la vérité et de la justice pouvait attendre de notre concours. Mais, après cette période héroïque, qui avait mis face à face les apologistes du mensonge et du faux et les esprits épris de franchise et de lumière, 1901 devait nous associer à une lutte suprême des partis politiques d'où allait dépendre l'avenir même de la République ; et, dans cette dernière épreuve, nous devons ajouter à nos services an-

térieurs le mérite, dès à présent incontesté, d'avoir pour notre large part, contribué à la triomphale victoire que vient de remporter la Défense républicaine sur la coalition hybride des réactionnaires de toute origine et de toute espèce qui, sous le masque de l'antisémitisme, sous le travestissement d'un patriotisme de parade, sous l'accoutrement de l'ogre ou du canard nationalistes, ne songent qu'à cléricaiser la France, espérant saper à sa base elle-même et dans son bloc l'œuvre de la Révolution dont nous avons accepté l'héritage, et dont, avec l'ordre célèbre des jésuites, avec MM. Brunetière et Jules Lemaitre, ils sont les implacables ennemis. (*Applaudissements.*)

Pour que nous ayons mérité ce témoignage, il ne nous a fallu rien abandonner de notre programme, qui a toujours été de rester étrangers à la politique proprement dite, de ne point avoir des plans de gouvernement, de ne pas nous confondre avec les comités électoraux ; il nous a suffi de rester sur notre terrain, de rappeler les grands principes, éducateurs de la pensée publique, et moralisateurs des consciences, qui sont le haut enseignement de la Déclaration des Droits de l'Homme, et de n'agir que par la persuasion sur les esprits toujours prêts à s'ouvrir aux clartés lumineuses du vrai, du juste et du bien, quand c'est la raison même, et la raison commune à tous, qui en est le foyer, et que c'est le progrès humain, l'amélioration de la vie pour l'humanité entière qui en sont le but.

Ainsi nous nous sommes bornés, au cours des élections, à deux manifestes où nous avons, d'un côté, démasqué les perfides machinations dont se servaient pour combattre nos idées des adversaires sans scrupule, et manifesté, de l'autre, les généreuses et admirables aspirations de la Révolution française, que le devoir de notre génération est de faire entrer dans le domaine des faits. (*Applaudissements.*)

On ne s'y est point trompé. L'effet de nos conseils et de nos adjurations a été considérable. Nous n'avions d'autre arme que la force de nos convictions et l'autorité de nos doctrines, mais l'action morale l'emporte souvent sur la brutalité de la mauvaise foi, des fausses nouvelles, de la calomnie, et le résultat a été celui-ci : notre Ligue, qui possède environ 28,000 membres, mais qui est longtemps restée sans compter à la Chambre plus d'une poignée d'adhérents, en est arrivée, au lendemain de l'élection, à posséder dans cette assemblée le chiffre respectable de 54. Et quels adhérents, Messieurs ! Laissez-moi vous en dire les noms. Ils n'ont pas tous jeté le même éclat, dans notre histoire parlementaire, mais ils sont tous également connus

par la sûreté de leurs opinions, par la sincérité de leur dévouement à la défense républicaine, par leur amour enthousiaste de la liberté et du droit. Voici leurs noms :

MM. Aldy (Hérault). Un autre, qui peut nous consoler de certains échecs auxquels nous avons été très sensibles : Bagnol, le glorieux vainqueur de M. Humlert et « c'est clair ! » (*Applaudissements.*) Berthet (Savoie) ; Lucien Bertrand (Drôme) ; Bienvenu Martin (Yonne) ; Bouhey-Allex (Côte-d'Or) ; Jules-Louis Breton (Cher) ; Braud (Charente-Inférieure) ; Baudon (Oise) ; Joseph Bellier (Indre). C'est aussi, celui-là vous le connaissez tous, c'est Ferdinand Buisson. (*Applaudissements.*) Camuzet (Côte-d'Or) ; Cazatvielh (Gironde) ; D^r Chambige (Puy-de-Dôme) ; Chabert (Drôme) ; Chaumet (Gironde). Dauzon (Lot-et-Garonne) qui a eu le mérite de faire voter par la Chambre une motion, qui, malheureusement, ne s'exécute pas, mais qui sera reprise par la Chambre nouvelle, engageant le gouvernement à faire afficher dans tous les établissements publics, la Déclaration des Droits de l'Homme. (*Applaudissements.*) G. Doumergue (Gard) ; Dubief, (Saône-et-Loire) ; Euzière (Hautes-Alpes) ; Gauvin (Loir-et-Cher) ; A. Gervais (Seine) ; Godet (Vienne) ; Paul Guicysse. (*Vifs applaudissements.*) Clovis Hugues, le poète ardent et généreux. (*Applaudissements.*) Gustave Hubbard (Basses-Alpes) ; Iriart d'Étchepare (Basses-Pyrénées) ; Louis Jourdan, dont nous avons entendu l'année dernière un toast éloquent. (*Applaudissements.*) Krauss (Rhône) ; Labussière (Haute-Vienne) ; Lafferre (Hérault) ; Jean Lassalle (Ardennes) ; Levraud, (Seine) ; Honoré Leygue (Haute-Garonne) ; Mas (Hérault) ; Massé (Nièvre) ; D^r Meslier (Seine) ; Mulac (Charente) ; Ulysse Pastre (Gard) ; Petitjean (Saône-et-Loire) ; Albert Poulain (Ardennes) ; Francis de Pressensé, non pas de la Seine, mais du Rhône, grandement honoré d'avoir un tel représentant. Mais il ne sera pas seulement le représentant du Rhône, il sera le représentant de la France, il sera le porte parole de tous ceux qui s'emploient à répandre dans le pays la grande et pure semence du bien, de la vérité, de la justice. (*Applaudissements.*) Ragot (Loir-et-Cher) ; Eug. Réveillard (Charente-Inférieure) ; Rongier-Boutin (Deux-Sèvres). Rouanet, un esprit libre et courageux, toujours prêt à défendre les petits et les déshérités de la fortune. (*Applaudissements.*) Sandrique (Ardennes) ; Pierre Sarrazin (Dordogne). Un autre, que je ne connais pas, mais qui a remporté une grande

victoire dans le territoire de Belfort, Schneider. (*Applaudissements.*) Simyan (Saône-et-Loire) ; Albert Tournier (Ariège) ; Trouillot (Jura) ; Vazeille (Loiret) ; Paul Vigné (Hérault) ; Walter (Seine). Je salue enfin, cet autre élu, qui a fait mordre la poussière au farouche antisémite, M. Drumont : celui-là est M. Colin. (*Applaudissements.*)

L'énumération a été longue ; elle n'était pas inutile, parce qu'elle fait bien comprendre l'étendue de notre succès dans cette grande élection.

Avec de telles recrues l'avenir de notre chère Ligue ne s'ouvre-t-il pas plus encourageant que jamais ? Ne nous dévoile-t-il pas un horizon où nos grandes et fécondes doctrines peuvent espérer arriver à la conquête de tous les citoyens ? Ne nous indique-t-il pas que notre devoir ininterrompu est de multiplier nos efforts pour nous en rapprocher le plus tôt possible ? On ne peut sans doute espérer que le progrès précipite sa marche, car mille entraves arrêtent, à tous moments, le cours de l'histoire ; mais ce qui est possible c'est, en attendant les victoires finales, d'améliorer la vie, d'effacer les mauvais ferments de haine, de rapprocher de plus en plus les esprits et les cœurs dans une commune pensée d'aversion pour le mal et d'amour raisonné pour le bien. (*Applaudissements.*)

Ce vœu, mes chers Collègues, accomplirait toutes nos espérances, et après m'être ainsi très haut approché de notre idéal, il me reste à revenir aux questions pratiques et positives que j'ai le devoir de ne pas négliger non plus, et sur lesquelles j'ai un certain nombre de réflexions à vous soumettre.

Il s'élève depuis quelque temps, au sein même de la Ligue, je dois vous dénoncer le fait, des incertitudes et des hésitations sur ce que doit être, à cette heure encore, notre programme au sujet de l'affaire scélérate où nous avons eu à nous rencontrer avec divers officiers de notre armée, et, dans le nombre, des chefs de premier rang, dont les pressions, les intrigues, les menaces, les criminelles manœuvres ont égaré d'abord et suspendu ensuite, l'œuvre de la Justice, qui en arrête, du reste, encore le cours. On se demande si, las d'une lutte où nous avons sans doute, gardé nos positions, mais dont la fin ne peut encore être annoncée, nous ne serions pas résignés à passer condamnation et à subir, dans la honte, l'effacement et l'oubli de toutes les infamies qui avaient allumé, en nous, les plus saintes indignations !

Deux fois, dans le cours de cette semaine, la question m'a été posée. La première fois, c'est un président d'une de nos sections du Pays normand qui semble croire que nous pourrions bien être des résignés, et qui ne paraîtrait pas du tout éloigné d'imiter notre exemple.

L'autre fois, c'est un collègue de Paris qui m'a écrit la lettre suivante :

« J'avais entendu dire tout autour de moi et même à notre Ligue que l'Affaire était terminée.

« Je n'avais accepté cela que la mort dans le cœur. Il m'a toujours semblé impossible, en effet, que la conscience publique reste indéfiniment dans le trouble où nos adversaires la tiennent si jalousement emprisonnée.

« Sans doute une trop grande partie de la population est indifférente ou lasse. Mais l'autre se partage en deux camps : ceux qui souffrent de l'injustice, et ceux qui l'imposent.

« Est-il donc dit que ceux-ci auront le dernier mot ?

J'ai, bien entendu, fait aux deux la même réponse :

Je leur ai dit que tout, dans notre conduite, s'élevait contre une pareille erreur ; nous avons constamment protesté contre les crimes judiciaires dont la réparation nous semblait nécessaire et tant qu'une injustice volontairement concertée continuerait à jeter sur nous le déshonneur, nous ne cesserons de réclamer.

Mais je ne puis seul, avec quelques amis, éclairer le grand public, éloigner de son esprit ces préoccupations dont nos perfides adversaires sont prompts à s'emparer et où ils cherchent la preuve que nous serions découragés et qu'il reste peu d'efforts à faire pour nous décider à battre en retraite. J'aurais à vous demander de me prêter main forte et de faire entendre vous-même votre protestation. (*Applaudissements.*)

Messieurs, lorsque vous vous trouverez en présence de membres de la Ligue qui exprimeront ces fâcheux doutes, ne manquez pas de relever leur courage ; donnez-leur un bon cordial ; dites-leur nettement : « mais vous ne vous tenez pas debout sur vos jambes ; vous voulez donc vous faire bafouer par les malfaiteurs du nationalisme ? Allons, debout ! Affirmez une fois de plus, de manière à ce que tout le pays vous entende, que si, à certains moments, il s'est élevé des incertitudes sur les sentiments de quelques-uns d'entre nous, ces incertitudes n'étaient que des nuages qui passent. »

Je fais ici allusion notamment à celui d'entre nous qu'on a voulu détacher de son client. Il ne faut pas que Labori reste,

plus que tout autre suspect d'avoir répudié le passé. Lorsqu'il a vu le danger qui pouvait s'attacher à l'interprétation de sa conduite, n'est-il pas empressé, dans un discours reproduit par *l'Est Républicain de Vincennes*, d'affirmer que non seulement il n'avait jamais eu la pensée de reprocher au malheureux capitaine Dreyfus d'avoir accepté sa grâce, mais qu'il était resté au contraire à son égard un « dreyfusard intransigeant ». (*Applaudissements.*)

J'ai aussi besoin, mes chers collègues, de votre précieux concours pour la défense de notre œuvre sur divers autres points où nos réclamations ne sont pas toujours bien comprises, où il arrive même que nos plus légitimes protestations contre des abus détestables sont détournées de leur sens exact, et que l'intention qui les inspire est travestie.

Vous vous rappelez par exemple, Messieurs, un incident de brimade dont avait été victime un jeune Coulon, qui me parut très grave, et qui avait eu pour théâtre le lycée Janson de Sully. Je me crus le devoir d'adresser, lorsqu'il se produisit, une lettre au ministre de l'instruction publique, où je m'étonnais que, dans un lycée de l'état, nous pussions avoir des jeunes gens livrés, avant l'âge, aux fureurs du fanatisme. N'était-ce pas en effet, l'antisémitisme qui avait fait son chemin dans ces jeunes consciences où il pouvait détruire les sentiments naturels de générosité et de bonté qui sont en général innés au cœur des enfants ? Je demandais, pour arrêter les progrès du mal qu'on affichât, qu'on placardât dans nos établissements d'enseignement secondaire la Déclaration des Droits de l'Homme, ainsi qu'on le fait dans nos écoles d'enseignement primaire, ou peut-être, cependant, ce serait moins utile car les idées de justice et d'égalité sont naturelles à l'enfant du peuple qui voit bien ce qu'est l'inégalité, et qui sent aussi le prix de la liberté. Au contraire, les fils des classes élevées ne recueillent trop souvent, à la table de famille, que des enseignements de hauteur et de dédain pour les classes prolétaires, et pour tous ceux qui ne subordonnent pas leur conduite aux leçons de l'Eglise. C'est pour ceux-là qu'il faut donc surtout prendre garde. Il peut y avoir chez eux le germe d'influences ataviques qu'il est bon de détruire ; il ne faut pas qu'arrivés dans la vie, malgré les études brillantes qu'ils auront pu faire, ils renouvellent ce que nous avons vu se passer à la Patrie française où se rencontrent de purs lettrés ; il importe d'arracher chez eux de bonne heure les mauvais germes dont-ils pourraient être empoisonnés pour toujours. La jeunesse est toute d'instinct et d'impression. Elle

ne réfléchit guère d'elle-même ; et l'on ne doit pas laisser à des penchants fâcheux, le temps de dégrader le fond de sa nature.

Or, il est arrivé qu'on a trouvé un peu sévère la sanction que mon intervention auprès du ministre a entraînée. Elle a eu pour conséquence d'amener des mesures disciplinaires à l'égard du proviseur et du censeur. On a paru m'en attribuer la responsabilité. J'ai dû faire observer, tout d'abord, qu'il n'y avait pas eu un mot dans ma lettre au ministre visant une action répressive. Au contraire, j'y disais : « s'agira-t-il de sévir ? nous disons : il s'agit surtout d'éclairer et d'instruire. » Je n'avais donc eu d'autre but que de provoquer une mesure éducatrice. Dix sections ont été d'accord avec le Comité central, et lui ont donné leur plein assentiment ; je vous demanderai tout à l'heure, au nom des principes de la Ligue, de confirmer cette approbation. (*Applaudissements.*)

Autre grave question. M. Vigné d'Octon, député, a publié un article dans *l'Aurore* qui nous a révélé des faits d'une très sérieuse gravité :

« Pour M. le sénateur Trarieux,
« *Président de la Ligue des Droits de l'Homme.*

« Décidément Mercier, de sinistre mémoire, continue à faire école dans notre malheureux pays. Après l'étrange recteur, qui naguère obtint d'un Conseil académique la condamnation d'Hervé, comme Mercier avait obtenu celle de Dreyfus, en versant au dossier des pièces secrètes ignorées de la défense et de l'accusé, il vient de se trouver à Lodève un président de tribunal capable d'employer les mêmes criminelles et abominables manœuvres dans des circonstances plus graves encore, comme on va le voir.

« Voici les faits :

« Il y a six ans, un jeune étudiant en droit, M. Joseph Railhac, fréquentait pendant ses vacances le cercle républicain de Lodève, sa ville natale. De ce cercle faisait également partie M. Bétirac, président du tribunal civil. Un jour, entre l'étudiant et le président, une violente discussion s'éleva. Des injures furent échangées, et il paraît que celles de l'étudiant, à l'adresse du président, furent assez graves. Pourtant l'affaire n'eut d'autre suite que la démission du président, qui s'en alla en faisant claquer les portes et en déclarant que le cercle républicain était une « auge à cochons ».

« Six ans passèrent pendant lesquels M. Railhac fut reçu avocat et se fit inscrire au barreau de Montpellier. Mais peu de

temps après, désireux de vivre dans sa ville natale, il revint à Lodève, pour y exercer sa profession. Ses concitoyens républicains l'élurent presque aussitôt conseiller municipal et firent de lui le plus jeune maire de France.

« Il va sans dire que l'avocat de 26 ans avait oublié les événements du cercle, déjà si lointains. Ce fut donc sans la moindre arrière-pensée qu'il fit sa demande d'inscription au barreau de Lodève. On sait que dans les villes où le nombre des avocats n'est pas suffisant pour constituer un conseil de l'ordre, c'est le tribunal qui en tient lieu et qui juge des inscriptions, des radiations et de toutes les affaires disciplinaires, les concernant.

« M. Bétrac se trouva donc saisi comme président de la demande d'inscription de M. Railhac. Si l'avocat avait oublié, il n'en était pas de même du président. Celui-ci résolut de faire repousser la demande de M. Railhac pour indignité. Pendant un mois, afin d'obtenir ce jugement, il exerça sur les membres de son tribunal la pression la plus honteuse et dont je fournirai les preuves à la tribune de la Chambre, quand viendra mon interpellation.

« Les deux juges tinrent bon, ne pouvant se résoudre à prononcer un jugement aussi grave et qui déshonorerait M. Railhac, pour un motif aussi futile et aussi personnel. Alors le président mit sous leurs yeux certaines pièces mensongères, entachant gravement l'honneur du jeune maire de Lodève, pièces qui ne furent pas versées aux débats et dont M. Railhac n'eut connaissance qu'après que le jugement eût été arraché par cette manœuvre au tribunal.

« Ecœuré, mais non découragé, M. Railhac fit à appel à Montpellier.

« La Cour d'appel, réunie en la Chambre du conseil, après un long examen de l'affaire, cassa la décision du tribunal de Lodève et rendit ce jugement dont les considérants sont bien les plus flétrissants que jamais magistrat se soit vu infliger par ses pairs.

« Jugez-en plutôt :

« Attendu qu'il échet d'examiner quelle est la réalité des faits reprochés à Railhac, leur caractère, la gravité qui s'y attache, si par leurs conséquences ils ont porté atteinte à l'estime dont l'avocat doit être environné ; attendu qu'il est exact qu'au mois d'octobre 1896, au cercle de Lodève, Railhac, alors qu'il était étudiant en droit, a gravement injurié M. Bétrac, membre de ce cercle, que son attitude au cours de la scène regrettable qui s'est produite, doit être sévèrement blâmée ; mais que

le fait n'est cependant pas sans excuses, qu'il émane d'un tout jeune homme, remonte assez loin dans le passé, et devrait, après cinq années, avoir été oublié par l'offensé ; qu'il importe de retenir que ce n'est point au magistrat que s'adressait Railhac, mais au membre du cercle ; que l'on peut sans faiblesse pardonner à l'étudiant ce qui ne pourrait être pardonné à l'avocat...

« Attendu que la réformation de la décision entreprise s'impose, qu'elle que soit d'ailleurs l'appréciation que comportent les faits reprochés à Railhac, qu'il résulte en effet des documents versées aux débats et de la décision elle-même, que Railhac a été frappé au mépris des droits de la défense, sur le vu de documents secrets qui ne lui ont point été communiqués, sans même avoir été entendu, etc., etc. ;

« Par ces motifs, la Cour statuant sur l'appel formé par Railhac, réforme la décision entreprise, ordonne que Railhac sera inscrit à la date du présent arrêté au tableau du barreau de Lodève. »

« Ce jugement une fois rendu, l'opinion publique dans l'arrondissement de Lodève s'attendait à voir ce président, ainsi flétri et disqualifié, frappé par le garde des sceaux du châtimement qu'il méritait.

« Six mois ont passé et M. Bétrac est toujours à la tête du tribunal, faisant sentir les rigueurs de la justice aux malheureux républicains qui passent par ses mains, plein de mansuétude au contraire pour les réactionnaires et les nationalistes qui admirent en lui un digne émule du général Mercier, leur grand chef.

« Et c'est pourquoi révolté par cette longue et incroyable impunité, poussé par l'opinion publique indignée, j'ai résolu de porter ce fait, avec bien d'autres aussi graves, dont je possède la preuve, à la tribune de la Chambre, en interpellant, dès la rentrée, M. le garde des sceaux.

« En attendant que la parole me soit donnée, j'ai tenu à signaler l'acte abominable du président Bétrac, au grand public et tout particulièrement à la Ligue des Droits de l'Homme et à son président. Je suis certain qu'il me prêteront leur précieux concours dans la nouvelle tâche que j'entreprends, au début de cette législature, contre les contempteurs des principes les plus sacrés de la Révolution.

PAUL VIGNÉ, député de l'Hérault. »

M. Vigné d'Octon ne pouvait pas se tromper en supposant que j'écouterais cet appel et que je ne pourrais rester indifférent

aux faits si graves qu'il nous dénonce. En effet, il y a dans ces faits une question dont je m'étais préoccupé, il n'y a pas longtemps encore, quand l'affaire Hervé était parvenue à ma connaissance. J'avais, de concert avec le Comité central, compris tout ce qu'il pouvait y avoir eu de fâcheux dans les procédés d'instruction de cette affaire, et j'avais immédiatement écrit aux trois ministres de la Justice, de l'Instruction publique et de la Guerre, pour leur signaler ce nouvel exemple de communication de pièces secrètes pour la préparation d'un jugement. Voici ce que disait ma lettre :

« Messieurs les Ministres,

« Je vous demande la permission d'appeler votre haute attention sur la nécessité de couper court d'une manière définitive à des pratiques regrettables qui, malgré les avertissements déjà donnés, subsistent encore dans les services d'ordre judiciaire qui appartiennent à vos trois départements.

« L'affaire du professeur Hervé, sur le fond de laquelle je n'ai point d'opinion à émettre, nous a révélé que, dans une instruction de poursuite disciplinaire, un dossier de renseignements secrets avait été soumis aux membres du Conseil académique de Dijon siégeant comme juridiction répressive, sans que l'accusé ni son défenseur eussent été appelés à en prendre connaissance.

« Ce fait, plus grave encore s'il n'a été, ce que j'admets volontiers, que le résultat de l'ignorance des principes du droit, que s'il était inspiré par le désir accidentel de surprendre un adversaire, a profondément ému l'opinion qui s'est immédiatement rappelé les incidents douloureux du procès célèbre, dont la Cour de cassation ordonna, en 1899, la révision. On s'est demandé si les abus de la procédure secrète contre lesquels, depuis la Révolution, le législateur moderne s'est constamment efforcé de réagir, subsistaient encore sans que les chefs de la magistrature s'en rendissent compte, et, une fois de plus, des protestations se sont fait entendre pour qu'on y portât remède.

« Le mal est plus grand qu'on ne se l'imaginait encore. Je rappelle les pénibles constatations qui ont été faites à la Cour de cassation dans le procès en révision intéressant le condamné Lefebvre. N'a-t-il pas été révélé, dans cette affaire, que, au cours de la procédure d'assises qui devait entraîner la condamnation du sieur Lefebvre, une enquête avait été faite pour savoir si on entendrait des témoins complémentaires ; que le procès-verbal

de cette enquête signala les noms de quatre personnes dont le témoignage pourrait être utile à consulter ; que, sur ces quatre personnes, trois seulement furent citées, et que la quatrième, qui fut omise était précisément, par une coïncidence bien regrettable, favorable aux intérêts de la défense qu'on avait laissée dans l'ignorance de cette surprise ? Et, cependant, découverte à la Cour suprême, la clandestinité de cette procédure injustifiable ne parut point suffisante pour en faire reconnaître la nullité, et, s'il faut en croire divers témoignages, il se trouva un certain nombre d'éminents magistrats pour confesser que, dans la pratique courante de certains parquets, les communications de pièces secrètes qui n'avaient pas, à proprement parler, un caractère d'actes de procédure, n'étaient pas toujours faites à l'accusé et à son avocat.

« Vous penserez sûrement avec moi, Messieurs les Ministres, que ces restes d'anciens usages, qui rappellent un temps où la question et la torture faisaient partie de l'instruction criminelle, doivent disparaître. Pour cela, il est des mesures à prendre, et je fais appel à votre amour élevé du droit pour rechercher ce qui pourrait être, à vos yeux le plus expédient.

« S'il m'était, cependant, permis d'émettre un avis, je crois qu'il serait, au moins, urgent qu'une mercuriale, sous forme de circulaire, fût adressée à tous les chefs de service qui sont appelés sous vos ordres à surveiller l'application de la loi. Elle leur rappellerait les dangers des communications des pièces secrètes, dans les débats où tout doit être contradictoire. Elle leur dirait votre volonté de ne plus tolérer aucune violation de principes qui ne sont que de la probité élémentaire, et tous s'empresseraient, j'en suis convaincu, d'obéir à des prescriptions dont la conscience d'aucun ne pourrait méconnaître l'impérieuse justice.

« Veuillez agréer, Messieurs les Ministres, avec ma haute considération, l'assurance de mes sentiments les plus dévoués.

L. TRARIEUX. »

Je n'ai eu, en répondant à M. Vigné d'Octon, qu'à rappeler mes protestations de décembre 1901, en y ajoutant cette simple réflexion qu'il serait bien préférable d'accomplir de bonne grâce les réformes utiles lorsqu'on vous les signale, plutôt que de se les laisser imposer par des votes du Parlement. « Mais, ajoutais-je, si mes démarches n'ont pas été suivies d'effet, j'espère au moins que votre interpellation sera plus efficace, et vous aurez rendu un grand service si vous obtenez qu'il soit

pris des mesures propres à éviter le retour de pareils abus. »
(*Applaudissements.*)

Il me reste un dernier fait à signaler, celui-là encore d'une importance extrême.

Vous n'êtes pas sans avoir entendu parler des horreurs abominables qui se voient à bord des navires chargés de porter nos condamnés dans les colonies pénitenciaires; qu'il s'agisse de la marine militaire et de la marine marchande. Dans ces transports se trouvent beaucoup de jeunes soldats venus de nos centres coloniaux après l'exécution de condamnations qui ont été souvent d'une sévérité outrée. J'ai reçu récemment d'un de ces transportés une lettre lamentable, douloureuse à lire : quatre ou cinq jeunes hommes sont renfermés dans une soupente, les fers aux pieds, restant des nuits entières sans pouvoir bouger, je ne dirai pas sur leur grabat, car ils n'en avaient pas ; on leur avait refusé une couverture et même une simple pailleasse. Ils étaient dans une cabine récemment peinte, et la peinture qui se délayait au milieu d'une atmosphère fétide, s'imprégnant aux parties nues du corps y excitait des démangeaisons intolérables suivies d'après brûlures. Ils demandaient à sortir de cet enfer. On les laissa monter sur le pont quand on fut las de leurs plaintes ; mais le lendemain il fallut redescendre dans la cabine. Et alors, toute une description de vraies tortures encore plus révoltantes. Ils n'ont rien à leur service ; ils n'ont pas la permission de remonter sur le pont pour la satisfaction des besoins physiques. Ils sont dans la fange. Un des malheureux qui a subi ces souffrances s'en est plaint amèrement à moi. Cette plainte ne faisait que suivre une correspondance que j'avais eue il y a quatre ou cinq mois avec le ministre de la marine et portant sur le même sujet. J'avais obtenu alors une première réforme en ce qui concerne les transports sur les navires de guerre, mais il s'agissait cette fois d'un transport par une compagnie commerciale, et on se prévalait de cette différence pour excuser sur le bateau marchand des pratiques abolies dans la marine de l'Etat.

Que m'avait alors répondu le ministre de la guerre ? Il m'avait promis que des mesures allaient être prises ; qu'un projet de loi était préparé et allait être déposé ; qu'en l'absence de cette loi immédiatement il avait expédié une circulaire s'adressant à tous ceux, marins ou militaires qui peuvent avoir à surveiller des transports, pour leur recommander expressément la suppression de ces sévices corporels, de ces traitements indignes qui ne respectent pas la nature humaine, et ne sont plus dans

les mœurs d'un pays civilisé. Il ne m'était pas difficile de répondre à M. Vigné d'Octon que mon concours lui était acquis, et j'espère que ce ne sera pas le mien seul mais celui de cette assemblée tout entière qui lui viendra en aide, car vous tiendrez, je n'en doute pas à vous prononcer, à votre tour, dans notre ordre du jour. (*Applaudissements.*)

Quand vous m'aurez ainsi secondé dans la défense des intérêts moraux et humanitaires, dont nous ne devons pas abandonner la garde, il me restera à vous adresser mes meilleurs remerciements ; et j'aurai à vous associer, en terminant, à ceux que nous ne devons pas non plus omettre d'exprimer à tous les vaillants collaborateurs qui ne se lassent pas de travailler au développement de notre grande œuvre.

Je place au premier rang, mon si dévoué collaborateur Morhardt (*vifs applaudissements*), Lucien Fontaine, notre précieux trésorier, tous mes collègues du Comité central. Je n'oublie pas, après eux, tous ceux qui rivalisent d'ardeur dans nos sections parisiennes et de Province. Enfin notre personnel a droit, lui aussi, à tous nos remerciements.

Il me reste à vous donner lecture de l'ordre du jour que j'ai annoncé l'intention de vous soumettre. (*Applaudissements.*)

L'Assemblée générale de la Ligue française pour la Défense des Droits de l'Homme et du Citoyen émet sur la proposition de son Président, M. Trarieux, les vœux suivants :

L'Assemblée générale donne son approbation sans réserve aux protestations que le Président de la Ligue, M. Trarieux, n'a cessé de faire entendre toutes les fois que des hésitations se sont produites sur la question de savoir si la Ligue devait toujours rester le défenseur vigilant et dévoué de la Vérité et de la Justice dans la cause du capitaine Dreyfus. L'Assemblée estime que la Ligue se désavouerait et trahirait son devoir si elle ne restait pas la fidèle gardienne du Droit et de la Loi.

L'Assemblée émet le vœu que, conformément aux demandes réitérées qui en ont déjà été faites, le Gouvernement se décide à faire afficher la Décla-

ration des Droits de l'Homme dans nos lycées et collèges.

L'Assemblée émet le vœu que le Gouvernement se décide, enfin, à prendre les mesures nécessaires pour mettre un terme au déplorable abus qui règne encore devant certaines juridictions de juger les procès sur des pièces secrètes dont l'inculpé n'a pas eu connaissance.

L'Assemblée émet le vœu que, aussi bien sur les navires marchands que sur ceux de l'Etat, il ne soit plus fait usage de châtimens corporels et de punitions avilissantes, qui ne sont qu'un reste de barbarie venu des pratiques tortionnaires de l'Inquisition.

Ces vœux, mes chers collègues, nous font descendre des hauteurs auxquelles nous élèvent les idées pures de vérité et de justice, mais ne nous y méprenons pas, ils répondent au côté peut-être le plus pratique et le plus utile de notre tâche.

Nous avons, vous le savez, c'est un point auquel nous nous sommes toujours étroitement attachés, nous avons le devoir, non pas seulement d'enseigner des droits théoriques, non pas seulement de faire comprendre ce qu'est la loi morale, non pas seulement de réclamer pour la liberté idéale toutes les fois qu'elle est attaquée; nous avons à songer aux souffrances humaines; nous avons à être bons et fraternels; nous avons à tendre la main à la souffrance, quand nous la voyons sans défense, exposée à la persécution de chefs ou de surveillants barbares. Nous avons à élever notre voix chaque fois que la chair humaine pâtit inutilement sans profit aucun pour la justice. Nous avons, si nous le pouvons à éviter que les hommes soient injustement condamnés sur des dénonciations qui peuvent être fausses et mensongères et dont ils peuvent être mis dans l'impossibilité de vérifier l'origine, dont souvent même, ils ont pu ignorer l'existence. C'est là ce qui est peut-être notre plus grand titre de gloire : être avec les déshérités, avec les petits, même avec les coupables, s'il était nécessaire, quand nous défendons les droits de la nature humaine. (*Applaudissemens.*) Soulager ainsi les misères morales, est également faire l'éducation du pays. (*Approbat.*)

Mes chers collègues, souhaitons, en terminant, une dernière bienvenue à nos chers amis, devenus membres de la Chambre. Il n'y a point parmi eux une aristocratie; cependant il est naturel de saluer d'abord les trois membres du Comité central: MM. Guieysse, Buisson et Francis de Pressensé. (*Une voix s'écriant à ce moment : M. de Pressensé est là ! et M. de Pressensé prenant place sur l'estrade, de vifs applaudissements éclatent.*) Notre ami a toutes les qualités, même la modestie; il se cachait. (*Rires et applaudissements.*)

Vous connaissez les noms de tous les autres; à tous ceux-là vont aussi nos pensées, nos encouragements, la promesse que nous leur faisons, de les assister fidèlement et de tout notre cœur, dans la tâche qu'ils ont acceptée, et qui n'est pas seulement une tâche lourde, qui est une tâche accompagnée de grandes responsabilités. Ayons confiance dans l'avenir. Après avoir vu les hordes menaçantes qui ont porté le désordre dans la rue, et ce déchaînement de haines, de mensonges et d'impostures que nous sommes parvenus à contenir, nous entendons aujourd'hui la voix publique, l'opinion du pays qui se dessine. La défense républicaine a triomphé, et le pays nous demande de confirmer à présent les espérances données par notre victoire. Donnons nos encouragements à ces nouveaux lutteurs de l'arène politique, qui vont à leur tour entrer dans la lice; qu'ils prennent à la Chambre la place qui leur est réservée; qu'il soient unis les uns aux autres; qu'ils n'oublient pas leurs origines communes; qu'ils serrent les coudes; et bien qu'ils ne comptent encore que 54 unités dans le bataillon où ils servent, ce bataillon a déjà fait ses preuves, et il n'aura pas à redouter de se rencontrer avec messieurs les progressistes. (*Rires et applaudissements.*)

RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Mes chers collègues,

J'ai une espérance à formuler: je souhaite que vous ne soyez pas tous abonnés au *Bulletin* de la Ligue. D'abord parce que, notre réunion finie, il vous sera possible de réparer cet oubli; et qu'ainsi notre publication officielle trouvera de nouveaux lecteurs et de nouveaux amis. Mais surtout parce que les choses que je vais vous dire vous sembleront toutes fraîches et

inédites et qu'ainsi je n'aurai pas l'air de ressasser ce que vous savez déjà.

En réalité le *Bulletin de la Ligue* donne, chaque quinzaine, un fragment de mon rapport. Que vous dirais-je qu'il ne contienne ? Et de quel droit dirais-je quoi que ce soit qu'il ne contienne pas ? D'autre part, comment résumer les 1012 pages compactes de cette volumineuse première année ? Quelle statistique ingénieuse et neuve en pourrai-je tirer ? Additionnerai-je les heures des 32 séances que le Comité central a tenues en 1901 ? Et, divisant le total obtenu par le nombre des affaires qu'il a traitées, vous montrerai-je dans quelle proportion il fut une diligente assemblée ? Ou bien, laissant toujours aux seuls chiffres le soin d'être éloquents, vous rappellerai-je que si le 1^{er} janvier 1901, la Ligue des Droits de l'Homme avait 17,792 membres, elle en comptait, le 31 décembre, 25,017, soit un gain total de 7,225 nouveaux collègues ? Mais, ces renseignements, ils sont dans notre *Bulletin*. Chacun de nous peut faire, pour son propre compte, les menus travaux d'arithmétique que comporte toute statistique soucieuse de sa bonne renommée. C'est ainsi qu'en divisant le chiffre du gain total pour 1901, chiffre qui est, je le rappelle, de 7,225, par celui des mois de l'année, qui, sauf erreur, est de douze, nous constaterons que la Ligue s'est enrichie de plus de 600 adhésions par mois. Et si, poussant plus loin nos déductions, nous voulions examiner les résultats des premiers mois de l'année 1902, nous verrions que, nonobstant les élections législatives, le nombre des membres de la Ligue des Droits de l'Homme a passé de 25,017 à 27,146, soit un gain de 530 par mois. Si, enfin, d'une façon générale, nous comparions ces chiffres à ceux de l'ensemble des quatre premières années de la Ligue des Droits de l'Homme, nous remarquerions que les adhésions nous sont parvenues à raison de 575 par mois, en moyenne.

De même a grandi le nombre des sections. Nous en avions 171 au 1^{er} janvier 1901. Le 1^{er} janvier 1902, nous en avions exactement 300. Et si les élections législatives nous ont empêché d'en organiser autant que nous aurions voulu pendant les quatre premiers mois de cette année du moins nous nous efforçons de rattraper le temps perdu, et, chaque jour, depuis le 11 mai, nous écrivons à quelque-uns de nos collègues qui sont encore isolés. Nous leur rappelons les services que les sections de la Ligue des Droits de l'Homme ont rendus à la juste cause. Nous leur montrons l'utilité de ces groupements qui sont déjà, sur de nombreux points du territoire, comme de

vigilantes sentinelles chargées d'assurer, au profit de tous, le respect des droits de chacun. Nous les engageons à imiter ces exemples.

Il faut accoutumer les hommes de bonne volonté à s'organiser. Il faut qu'ils se solidarisent afin de se défendre les uns les autres. Il faut que nous réparions ainsi, peu à peu, le grand dommage causé par l'enseignement cléricale qui, en semant la suspicion, en énervant et en désagrégeant les consciences pétries dans le mensonge, a pu, pendant un siècle tout entier, arrêter le développement des libertés que la Révolution de 1789 avait promises au monde.

Aussi bien notre appel n'est-il pas sans écho. Tous les jours, nous recevons une nouvelle demande d'un groupe de citoyens qui veulent s'unir à leur tour pour remplir la mission généreuse à laquelle nous les avons conviés. Il en vient de toutes parts. Il en vient des régions qui étaient considérées jusqu'aujourd'hui comme réfractaires à l'esprit d'émancipation et où chaque année marquait le recul des idées républicaines devant le fanatisme triomphant. Il en vient même, mes chers Collègues, de Paray-le-Monial et de Lourdes, ce qui est bien un incontestable miracle. (*Applaudissements et rires.*)

Sans doute, le *Bulletin* — car c'est le *Bulletin* qui parle et non pas moi — le *Bulletin* montre que toutes les sections n'ont pas eu la même activité. Je dois dire à la confusion de 64 d'entre elles qu'elles ne figurent à la table des matières que pour la constitution de leur Comité. Il est possible, il est vrai, qu'elles aient simplement négligé de nous tenir au courant de leurs réunions, de leurs résolutions et de leurs vœux. Et il faut reconnaître aussi qu'il en est quelques-unes, parmi elles, qui ne se sont organisées qu'à la fin de l'année, et dont le silence s'explique aisément. Quant à celles qui n'ont point eu d'existence, il suffira peut être pour stimuler leur zèle qu'elles sachent qu'elles ont, en le *Bulletin* de la Ligue, l'inexorable miroir de leur paresse, et que nous les regardons dormir. (*Applaudissements et rires.*)

Que dire des 236 autres sections ? C'est le *Bulletin*, lui encore, qui fait leur panégyrique en plus de mille pages. Et, c'est un noble exemple en effet que celui de tous ces groupes de fidèles républicains unis dans un sentiment de confiance et qui mettent en commun leur idéal de liberté et de justice. Vraiment tout ce qui touche à la vie politique et morale du pays est successivement l'objet de leurs préoccupations. Chaque fait que soulève l'actualité et qui met à nu quelque-une des imperfections de

notre organisation sociale, retentit jusqu'au fond d'eux-mêmes. Et, cherchant de toutes les forces de leur bonne volonté, le remède au mal qu'ils dénoncent; ils apportent leur pierre modeste mais nécessaire à l'édifice de demain.

Assurément le Comité central a pris de nombreuses initiatives. On sait déjà qu'il a signalé lui-même aux sections la nécessité de réformer la loi des accidents du travail sur le point spécial qui est relatif aux représentants d'un ouvrier étranger. Une douzaine de sections ont approuvé sa résolution, et la question n'est point abandonnée. Nos conseils juridiques étudient le meilleur moyen de réaliser la réforme que nous réclamons et qui est fondée sur le principe même de l'égalité.

C'est encore le Comité central qui a pris l'initiative de réclamer l'abolition de la censure laquelle en l'an 1901, s'est montrée tout particulièrement rigoureuse. Nous avons fait relier en un volume et nous avons déposé dans la bibliothèque de la Ligne des Droits de l'Homme la série des œuvres qu'elle a interdites. Il y en a huit. Nos successeurs retrouveront avec plaisir cette œuvre sur le dos de laquelle nous avons fait graver en lettres d'or, — avec ce qui nous restait des 35 millions de francs que nous a prêtés le général Mercier — ce mot : *Censure* et ce millésime : 1901. Ces pièces, il est à peine nécessaire de vous en rappeler les titres. Il y a là les *Avariés* et il y a là *Ces Messieurs*. Notre président, M. Trarieux, a fait justice dans une lettre que vous n'avez point oubliée, de l'interdiction dont la première, la pièce de M. Brieux, a été la victime. Quant à la pièce de M. Georges Ancey, elle mettait un prêtre sur la scène. Et ce qui était permis au *xviii^e* siècle et au *xviii^e* siècle, sous les règnes de Louis XIV et de Louis XVI, n'est plus permis au *xx^e* siècle. Il est vrai que s'il est interdit à M. Georges Ancey de mettre un prêtre catholique sur la scène, M. Jules Lemaitre, dont les pièces ont le succès que vous savez, y peut mettre autant de pasteurs protestants qu'il veut bien. Et c'est alors avec l'argent des contribuables qu'on assure au président de la Ligne de la Patrie française des acteurs décorés avec des décorons neufs. (*Applaudissements et rires.*)

Je pourrais rappeler encore l'initiative du Comité central en ce qui concerne les Conseils de guerre dont il a demandé la suppression en temps de paix et les massacres de Chine qu'il a justement flétris dans une résolution dont nous pouvons faire ici l'éloge, puisque notre ami Francis de Pressensé l'avait rédigée lui-même; sur intervention dans l'affaire de Vaucroze où, à l'occasion d'un arrêt de non lieu rendu dans des circon-

stances qu'on n'a pas oubliées, il invoquait l'article 9 de la Déclaration des Droits de l'Homme, qui stipule que tout homme est présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable; ses démarches en faveur des victimes des arrestations arbitraires et pour la suppression de la *double-boucle*, soit à la guerre, soit à la marine, et pour la réforme des compagnies de discipline... Mais le *Bulletin* vous donnera, sur ces sujets divers, des renseignements qui, si je voulais les reproduire, nous retiendraient trop longtemps ici. Et, après avoir signalé à ceux d'entre vous qui ne l'ont pas suivie, l'enquête à laquelle, pendant un an, nous avons procédé sur une question particulièrement délicate et que je ne sais quelles convenances un peu hypocrites m'empêchent d'exposer plus complètement devant vous — je veux parler de l'abolition de la réglementation — je me hâte de revenir aux sections qui, dans tant de cas si intéressants, se sont associées à l'œuvre commune, ont dénoncé les abus et nous ont aidés si efficacement à les combattre.

Leur préoccupation principale semble avoir été celle de l'enseignement. Non seulement elles ont demandé avec une insistance bien significative, l'enseignement spécial dans toutes les écoles, dans tous les lycées et collèges de la Déclaration des Droits de l'Homme, mais encore, d'une façon générale, elles se sont attachées à réclamer l'application énergique de la loi de 1882, et les réformes qui permettront d'affranchir définitivement l'enfant de l'ignorance et de la superstition. Déjà, l'an dernier, je vous signalais les vœux en faveur de la gratuité de l'enseignement secondaire et de l'enseignement supérieur. Ces vœux et d'autres vœux analogues pénétrèrent peu à peu de sections en sections. Or, c'est de ces vœux sans cesse formulés, sans cesse renouvelés et généralisés que sortiront demain les lois nouvelles depuis si longtemps attendues.

Il n'en sera pas ainsi seulement pour ce qui concerne l'instruction publique. Il en sera ainsi pour toutes les réformes espérées. C'est pourquoi nous ne cessons d'encourager les initiatives de toutes nos sections. Lorsque la section de Cette par exemple, nous a signalé la nécessité d'abolir le monopole des inhumations que les décrets du 23 prairial an XII et du 18 mai 1806 ont conféré aux fabriques et aux consistoires, nous lui avons donné le concours le plus actif. C'est qu'en effet cette réforme est d'autant plus urgente et nécessaire que le régime actuel est plus contraire au principe de la liberté des cultes. **Ainsi avons-nous insisté et insistons-nous encore auprès des**

sections pour qu'elles émettent des vœux, et pour qu'elles les renouvellent. Ces appels répétés seront entendus. Et le projet de loi qui depuis dix-sept ans est en discussion devant le Parlement, sera l'un des premiers que la nouvelle Chambre sera appelée à voter. Ce sera une réforme et non l'une des moindres que la Ligue des Droits de l'Homme aura ainsi contribué à réaliser.

Inspirés par leur générosité naturelle, nos amis ont combattu tout ce qui diminue l'homme, tout ce qui nuit à son développement, tout ce qui entrave l'exercice de sa pleine liberté. Ils ont dénoncé les méfaits de l'alcoolisme, comme ils avaient dénoncé ceux de la loi sur l'amnistie, qui a consacré naguère, l'inégalité de la justice. Ils ont demandé l'abrogation des lois sur les menées anarchistes et ils ont préconisé l'arbitrage entre les nations. Ils ont, dans des pages qu'il faut lire et qu'il faut relire, justement stigmatisé la coupable prévoyance de notre Assistance publique qui, au mépris de l'idée même de charité, thésaurise féroceement, sous les yeux stupéfaits des malheureux qu'elle est chargée de secourir, et entasse ses millions en vue de misères futures dont nul ne pourrait dire qu'elles naîtront jamais. Ils ont demandé le vote de la loi sur les associations et ils en réclament aujourd'hui la stricte et sévère application. Ils ont demandé, dans un but d'humanité, que l'emploi du blanc de céruse, dont on connaît les dangers, fût désormais interdit. Ils ont combattu le cléricanisme sous toutes ses formes, comme l'image même du mensonge et de la servitude. Ils ont demandé l'adoucissement du code de justice militaire et ils se sont élevés contre la barbarie de l'institution des compagnies de discipline. Ils ont demandé la réduction du service militaire. Ils ont demandé la réforme, dans un sens plus juste et plus humain, du Code d'instruction criminelle. Ils se sont préoccupés du sort des enfants anormaux. Ils ont envoyé aux étudiants et aux ouvriers russes qui luttent pour la défense de leurs droits, les témoignages répétés de leurs sympathies. Ils ont demandé que les fonctionnaires républicains ne fussent plus abandonnés désormais aux passions cléricales, et ils ont eux-mêmes commencé d'appliquer les principes de solidarité dont nous devons nous inspirer, en prenant avec énergie la défense de ceux qui étaient menacés. Ils ont demandé l'abolition de la peine de mort. Ils ont demandé la suppression des processions qui sont un legs quelque peu suranné des temps idolâtres. Ils ont demandé la suppression de ce que, dans l'argot militaire, on appelle le « rabiot » et qui confère aux

chefs le droit d'infirmer à un soldat, sans que celui-ci soit admis à se défendre, une prolongation de service qui peut être d'une année entière. Ils ont demandé l'amélioration de la loi sur la révision des procès criminels. Ils ont demandé la suppression de la formule du serment comme contraire à la liberté de conscience. Et, en très grand nombre, mais en nombre insuffisant encore, ils ont, pour le même motif, demandé la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Assurément, si généreuse qu'en soit l'inspiration, tous ces vœux ne seront pas réalisés simplement parce qu'ils auront été formulés. Il faut encore vouloir et vouloir énergiquement les réformes qu'on a soi-même proposées. Les sections de la Ligue des Droits de l'Homme affirmeront leur véritable vitalité en organisant, autour de leurs vœux de prédilection, une sorte de propagande permanente, par le moyen des réunions, des conférences, des brochures et des journaux. Et elles trouveront à cet égard, auprès du Comité central toute l'aide que nous pourrions leur donner. Déjà, dans le cours de l'année précédente, de nombreuses conférences ont pu être organisées. Nous espérons bien qu'il sera possible d'en organiser davantage encore dans l'avenir. Et d'ailleurs nous savons que nous pouvons compter de plus en plus pour cette tâche qui serait littéralement écrasante si elle incombait aux seules forces du Comité central, sur le dévouement de nos amis de province. Nous n'y avons dans tous les cas jamais fait appel en vain. Nos sections de Lyon, de Montpellier, de Rouen, de Lille, de Pau, de Toulouse, de Bordeaux, d'Angoulême, de Pontarlier, de Dax et d'autres encore que j'oublie, se sont empressées de mettre leurs conférenciers à la disposition des sections voisines ou des amis qui se proposaient de fonder des sections nouvelles. Et c'est là, n'est-ce pas, la meilleure et la plus efficace des décentralisations... (*Applaudissements.*)

J'aurais fini, mes chers Collègues, s'il ne me restait à vous parler de la partie la plus délicate de notre tâche, de celle qui nous demande le plus de soins, le plus d'attention et le plus d'efforts. Je disais, dans mon rapport de l'an dernier, que le nombre des dossiers dont l'examen nous avait été confié au cours des trois années précédentes, était de 1,414. Il est aujourd'hui de 2,744. Ainsi, en une année seulement, nous avons reçu 1,330 dossiers; soit presque autant qu'au cours des trois précédentes années de la Ligue. (*Applaudissements.*)

C'est là, mes chers collègues, une constatation qui a la plus haute gravité.

Il ne faut pas croire, en effet, que l'afflux continu et chaque jour grandissant de ces innombrables dossiers, ne nous constitue pas des devoirs et des charges. Des charges car bien que ces demandes soient souvent illusoire, nous ne voulons en laisser aucune sans réponse et, d'ailleurs, la Ligue des Droits de l'Homme ne doit-elle pas à tous les explications et les éclaircissements qu'on attend d'elle ? Et si je puis dire qu'à cet égard l'espérance de ceux qui s'adressent à nous n'a jamais été vaine, du moins, je dois ajouter que notre infatigable ami et conseil M^e Tarbouriech nous a été, en ceci, du plus précieux secours et je tiens, au nom de notre président M. Trarieux et au nom du Comité central tout entier, à l'assurer publiquement de notre sincère gratitude. (*Vifs applaudissements.*)

Je n'analyserai pas devant vous les treize cent trente dossiers que nous avons examinés depuis un an. Cela nous mènerait un peu trop loin. Mais vous trouverez du moins dans le *Bulletin* la liste des cas les plus intéressants qui nous ont été soumis et où nous avons jugé nécessaire d'intervenir autrement que par de simples conseils.

Le *Bulletin* de 1901 contient une cinquantaine de ces cas. Vous les rappellerai-je ? Vous rappellerai-je comment nous avons obtenu le bénéfice de la loi d'amnistie — ce qui prouve que les lois même les plus néfastes ont du bon quelquefois — en faveur de Benhaïm, de Paul Bury et de Couderc à qui l'application en avait été refusée ; que nous avons fait rendre à sa mère Mlle Berthommier que retenait contre son gré l'orphelinat des sœurs de Saint-Vincent de Paul de Bourbon-l'Archambault ; que nous avons fait payer à M. Buvelot, instituteur et chantre à la paroisse de Hautmont, les 50 francs de traitement qui lui étaient dûs et que l'évêque, la fabrique et le curé refusaient unanimement de lui payer ; que nous avons obtenu la mise en liberté de M^{me} Canredon, qui, depuis dix ans, était retenue dans un asile d'aliénés ; que nous avons poursuivi de toutes nos forces la révision du procès de Pierre Condom, et que si nous avons échoué, du moins nous pouvons rendre à notre éminent avocat-conseil M^e Henry Mornard, le témoignage qu'il n'a ménagé dans cette circonstance, ni son talent ni ses forces ; que nous sommes, avec l'aide de M^e Georges Barbey, intervenus en faveur du soldat Cuvelier, et que nous avons obtenu sinon son acquittement du moins la réduction à quinze jours de prison d'une peine qui semblait devoir être de deux années ; que nous avons demandé et obtenu que les caporaux et soldats qui avaient déposé dans le procès

de l'adjudant Fourneaux ne fussent plus inquiétés en raison de leur déposition ; que les soldats Fox, Maerten, Roux, Sengelin, Willaert, etc., tous soutiens indispensables de familles, ont été, sur notre demande, renvoyés dans leurs foyers ; que Jules Goutandier, le modeste héros qui a payé de quatre années de captivité silencieuse le droit de ne pas porter une arme, a été gracié, et, placé dans un service d'infirmiers, et renvoyé ensuite dans ses foyers ; que remise de sa peine a été accordée à M^{me} veuve Keller en considération de son enfant nouveau-né ; que nous avons, sur la proposition de notre président, M. Trarieux, hautement protesté contre les abus scandaleux du procès Krosrgk ; que nous avons obtenu la grâce de Régis Meunier ; que nous sommes intervenus à maintes reprises en faveur de Rabiet ; qu'enfin nous avons obtenu que, conformément à la loi, le garde municipal qui avait tué le jeune Jean Rollinger dans un bal de la barrière d'Italie, fut déféré à ses juges naturels.

Ajouterai-je qu'une de nos sections, la section du Palais-Royal, a pu à elle seule intervenir efficacement en faveur d'une malheureuse femme internée à Ville-Evrard ? Je tiens, pour l'exemple, à vous donner lecture de la note qui concerne cette affaire :

« La section du Palais-Royal a l'honneur d'informer le Comité central qu'un des membres de la section, ayant signalé la situation d'une dame Rousse qui était internée dans l'établissement de la Maison Blanche à Ville-Evrard, sans cependant être atteinte de folie, elle a fait les diligences nécessaires auprès du tribunal de Pontoise dans le ressort duquel se trouve cet établissement et a obtenu la mise en liberté de Mme Rousse.

« M^{me} Rousse a chargé le vice-président de la section de remercier la Ligue des Droits de l'Homme de son intervention et de lui exprimer ses sentiments d'inaltérable gratitude pour avoir fait cesser un internement arbitraire qui durait depuis onze mois et qui était pour elle un véritable martyre. »

Tels sont les services que dans le cours de la seule année 1901, la Ligue des Droits de l'Homme a pu rendre. Nous y trouverons, il me semble, des motifs sérieux d'encouragement. Nous y trouverons surtout l'énergie nécessaire pour continuer, fût-ce au prix des plus durs sacrifices, la bonne et salutaire besogne commencée. Nous y trouverons, enfin, la satisfaction d'avoir rempli vis-à-vis de nos semblables, nos devoirs d'humanité. Et puisque nous mettons en commun nos forces, notre dévoue-

ment, notre idéal de justice et de solidarité, l'exemple que nous aurons donné ne sera pas inutile. Le bien qu'aura pu accomplir l'œuvre que nous avons fondée ensemble pour la défense des droits de chacun, sera notre témoignage aux yeux de l'Histoire. (*Applaudissements prolongés.*)

RAPPORT DU TRÉSORIER GÉNÉRAL

Chers collègues,

Le bilan que je viens vous présenter, est arrêté à la date du 31 décembre 1901, par suite d'une décision de votre commission de finances qui veut que chaque année le bilan de la Ligue soit dorénavant arrêté à cette date.

Il expose donc les chiffres des recettes et des dépenses du Comité central de la Ligue depuis le 15 mai jusqu'au 31 décembre 1901.

RECETTES

La Ligue avait en caisse au 15 mai 1901. . . .	7.566 70
Elle a reçu depuis cette date jusqu'au 31 décembre 1901 inclus :	
En cotisations.	29.235 35
En dons.	28.918 05
En vente de brochures.	1.232 10
En remboursements divers.	2.258 56

C'est un total de 61.644 fr. 15 de recettes pour un exercice qui comprend 7 mois 1/2. La comparaison des chiffres avec le bilan de l'année précédente, nous montre que les recettes ont progressé au cours de l'année 1901.

Les 61.644 fr. 15 de recettes, ajoutés aux 7.566 fr. 70 reliquat de l'année précédente, ont constitué comme ressources au cours de l'exercice. . . . 69.210 85

DÉPENSES

Pour la même période, les dépenses se sont élevées à :

Remises aux comités	12.249 70
Frais de propagande.	11.072 45
Contentieux et secours.	3.716 80

Frais de poste.	4.110 75
Frais divers.	5.019 15
Frais généraux.	2.672 35
Personnel.	16.369 05
Excédent de dépenses du Bulletin officiel.	2.382 35
Avec l'encaisse au 31 décembre 1901.	11.618 25

nous formons le total égal aux recettes, soit. . . 69.210 85

Le bilan publié dans le *Bulletin* du 15 juin 1901, vous donne l'explication détaillée des dépenses comprises sous chaque rubrique.

Les dépenses de la Ligue sont toujours, nous sommes bien obligés de l'avouer, à peu de chose près, égales à ses recettes et cela tient à ce que quand ses recettes augmentent, il ne manque pas d'emplois très utiles et très justifiés pour le placement immédiat des recettes nouvelles ; mais ce que nous pouvons dire aussi, c'est que les frais pour le personnel, dont je avais donné un détail long et un peu effrayant dans le dernier bilan, avaient atteint, à cette époque, leur point culminant, et que certaines économies ont été réalisées depuis ce temps. Par exemple, la dactylographe supplémentaire, les 3 employés destinés à plier, paqueter, timbrer et porter à la poste la correspondance et les colis-postaux ont été supprimés, de même que les deux employés en supplément à la journée qui s'occupaient de l'expédition du *Bulletin*. On a aussi supprimé généralement le travail de nuit qui se payait en supplément.

Pour compléter les renseignements que j'ai à vous communiquer je dois ajouter au bilan ci-dessus le bilan du *Bulletin Officiel* au 31 décembre 1901 :

Le *Bulletin* comptait au 31 décembre 3.364 abonnés. (Il en compte 3.727 aujourd'hui).

Ses recettes avaient été de.	3.484 70
Ses dépenses de.	5.867 05
D'où un excédent de dépenses qui a été à l'époque reporté au compte de la Ligue de.	2.382 35

En dehors du travail régulier et des dépenses obligées de la Ligue, le cas se présente souvent d'une brochure qui serait intéressante à écrire sur un sujet donné, ou d'une brochure parue sans intervention de la Ligue, qu'il serait intéressant d'enconrager et de répandre. Ce mode d'action est utile, mais il a risqué à d'autres époques d'absorber toutes les ressources de la

Ligue ; notre commission de finances a décidé qu'il ne s'exercerait plus que dans les limites d'un budget spécial. Il a donc été créé à cet effet une nouvelle rubrique de recettes intitulée : « Souscription pour la propagande ».

Ces souscriptions s'élevaient au 31 décembre 1901 à	1.717 30
Les dépenses en brochures s'élevaient à cette époque à	250
L'encaisse au 31 décembre 1901 était donc de	1.467 30
Cet encaisse ajouté au solde en caisse de la Ligue, donné plus haut, de	11.618 25
donne l'encaisse total au 31 décembre 1901 de	13.085 55

A titre de renseignement, l'encaisse à ce jour est d'environ 6.000 francs.

Le chiffre des remises aux comités régionaux n'indique qu'une partie des ressources que ces comités ont pu utiliser, car les communications au *Bulletin* et les résultats obtenus ont apporté la preuve, pour un grand nombre d'entre eux, d'une très grande vitalité et d'une action efficace.

On peut tirer comme conclusions de l'examen de notre bilan que la marche de notre Ligue se régularise, qu'elle peut dorénavant compter sur une certaine somme de ressources qui rentrent d'une façon régulière et continue, et agir en conséquence en s'occupant du but pour lequel elle a été créée. On peut en déduire que loin de se désagréger comme certaine ligue contraire son importance en nombre et en influence va croissant. (*Applaudissements.*)

Nos adhérents ne seront pas sans remarquer que le chiffre des cotisations, 29.235 fr. 35, donné plus haut aux recettes, ne correspond pas au nombre des adhérents qui était, au 31 décembre 1901, de 25.017, dont chacun donne au moins 2 francs. De même, au bilan du *Bulletin*, le chiffre des recettes, 3.484 fr. 70, ne correspond pas au nombre des abonnés, 3.364 au 31 décembre, puisque chacun paie un abonnement de 3 francs.

Cela est évident et tient à ce que les chiffres ci-dessus correspondent aux 7 derniers mois de l'année ; or, les dépenses sont à peu près régulières et les recettes plus fortes les premiers mois. C'est pour supprimer ces anomalies apparentes, qui ne s'expliquent qu'en compulsant les bilans antérieurs, que la

commission de finances a décidé de ne plus donner qu'une fois par an l'état des recettes et des dépenses et de l'arrêter toujours au 31 décembre.

Pour compléter l'état des recettes et des dépenses qui a été lu en assemblée, nous donnons ici le bilan de la Ligue pour l'année 1901 tout entière, et nous le faisons suivre de celui du *Bulletin*.

Exercice 1901.

Solde au 31 décembre 1900. 7.182 20

RECETTES

Cotisations	61.178 05	
Dons	41.340 05	
Brochures	2.854 60	
Remboursements divers.	3.366 35	108.739 05
Total.		115.921 25

DÉPENSES

Remises aux comités.	18.333 25	
Propagande.	25.329 10	
Contentieux et secours.	6.442 65	
Frais de poste.	8.783 90	
Personnel.	27.389 60	
Frais divers.	9.560 85	
Frais généraux.	6.081 30	101.920 65
Excédent de dépenses du <i>Bulletin</i>		2.382 35
Encaisse au 31 décembre 1901.		11.618 25
Total égal.		115.921 25

BULLETIN (3.364 abonnés.)

EXERCICE 1901

Recettes.	11.216 15	
Dépenses	13.598 50	
Excédent de dépenses.	2.382 35	

Le rapport de M. Lucien Fontaine, trésorier général, est approuvé.

ÉLECTION DU TIERS SORTANT DES MEMBRES DU COMITÉ CENTRAL

Les membres sortants du Comité central sont :

MM.

E. DUCLAUX, membre de l'Institut, directeur de l'Institut Pasteur.

D^r J. HÉRICOURT, chef adjoint du laboratoire de physiologie de la Faculté de médecine de Paris.

D^r J.-P. LANGLOIS, professeur agrégé à la Faculté de médecine de Paris.

A. MOLINIER, professeur à l'Ecole des Chartes.

FRANÇOIS DE PRESSENSÉ, député,

EUGÈNE PRÉVOST, avocat à la Cour d'appel de Paris.

A. RANG, ancien sénateur, rédacteur au *Radical*.

D^r PAUL RECLUS, membre de l'Académie de médecine.

JOSEPH REINACH, ancien député.

CHARLES RICHEL, professeur à la Faculté de médecine, membre de l'Académie de médecine.

G. SÉAILLES, professeur à la Faculté des Lettres.

SEIGNOBOS, maître de Conférences à la Faculté des Lettres.

M. le président annonce qu'il sera procédé le lendemain dimanche, à 3 heures, au siège de la Ligue, rue Jacob, sous la présidence du secrétaire général, au dépouillement du scrutin.

RAPPORTS DES DÉLÉGUÉS DES SECTIONS

Rapport de M. Baraban

Délégué de la section d'Ancy-le-Franc.

M. Baraban, délégué de la section d'Ancy-le-Franc, est chargé de rappeler à l'Assemblée générale le vœu qu'elle a émis le 15 décembre 1901 et qui tend à l'abrogation de la loi Falloux. Il rappelle également le vœu émis le 26 mars 1902 et qui tend à ce que le Maire d'une Commune puisse faire cesser toutes affiches ou manifestations pouvant nuire aux fonctionnaires publics.

Il ajoute que dix conférences sur les Droits de l'Homme ont été faites par M. Rouyer, membre de la Ligue, sous la présidence de M. Virot, président de la section ou de M. Léon Bidault, trésorier. Non seulement ces conférences avaient pour but de faire connaître la Déclaration et de fonder des sections, mais elles ont contribué à l'élection républicaine en démasquant les nationalistes et réactionnaires de toutes nuances, qui non seulement osaient prendre l'étiquette de républicains, mais encore se recommandaient des Droits de l'Homme.

Première conférence, le 8 avril 1902, à Chassignelles ; les membres sont rattachés à la section d'Ancy-le-Franc.

Deuxième conférence, le 13 avril, à Lézinnes ; section en formation.

Troisième conférence, le 18 avril, à Pacy-sur-Armançon ; 16 membres, section en formation et provisoirement rattachée à la section d'Ancy-le-Franc.

Quatrième, cinquième et sixième conférences, à Noyers, à Moulins et à Argenteuil ; 34 membres, dont 3 membres de Moulins rattachés à la section de Noyers ; un membre rattaché à la section d'Ancy-le-Franc.

Septième conférence, le 24 avril, à Ancy-le-Franc.

Huitième conférence, le 25 avril, à Aisy ; section en formation.

Neuvième conférence, le 6 mai, à Etivey ; une quinzaine de membres, section en formation.

Dixième conférence, le 8 mai, à Ravières ; 9 membres ; section en formation.

Discours de M. Juignet

Délégué de la section de Beaumont-sur-Sarthe

Mesdames, Messieurs,

J'ai l'honneur de représenter la section de Beaumont-sur-Sarthe, mon pays d'origine ; je ne suis point membre du comité, mais je suis en communion constante avec mes concitoyens. Je croirais mal les représenter, si je n'étais pas très bref dans la communication qu'ils m'ont chargé de vous faire. Je dépose donc sur le bureau les vœux que mes collègues ont émis dans leurs diverses séances.

Certains de ces vœux feront certainement double emploi avec beaucoup d'autres ; le bureau en prendra connaissance.

Cette section est constituée dans un tout petit pays de deux mille habitants, mais elle a eu l'honneur de faire nommer un député républicain aux dernières élections. Ce fut avec une joie immense qu'il y a quatre ans déjà nous avions vu élire un député républicain dans un arrondissement qui appartenait depuis un temps immémorial à la réaction la plus étroite, au duc de La Rochefoucauld. Jusqu'alors l'arrondissement de Mamers avait nommé des réactionnaires ; il y a quatre ans il y eut une petite majorité républicaine ; cette fois la majorité est passée de 300 à deux mille. Et je vous assure que la Ligue des Droits de l'Homme a joué son rôle dans l'affaire ! (*Applaudissements.*)

Tout à l'heure votre président vous rappelait l'« Affaire », la terrible « Affaire », qui a donné naissance à la Ligue. Et, à cet égard, je crois devoir vous rapporter un souvenir personnel.

Je me rappelle qu'au début de l'« Affaire », arrivant au milieu de mes amis qui sont aujourd'hui membres de la Ligue de Beaumont, celui qui est aujourd'hui leur président était un vieil ami. Je le questionnai sur l'état des esprits. Remarquez qu'il s'agissait d'un membre ardent d'un Comité républicain. Il me dit avec accablement : nous sommes cinq à lutter pour la Justice. Ce chiffre me fit une impression profonde. C'était exactement le nombre des citoyens arrêtés au coup d'état scélérat de 1851.

Ces cinq ont converti la majorité républicaine de Beaumont. Et, pour les élections, nous avons accepté de lutter sur le terrain du dreyfusisme. Laissez-moi finir, en reportant une partie du mérite de nos amis qui ont si bien travaillé, à la mémoire des cinq martyrs de la liberté ! (*Applaudissements.*)

M. TRARIEUX. — Votre vœu est infiniment touchant. Vous êtes partis en petit nombre, comme nous-mêmes au Comité central ; nous étions une poignée d'hommes de bonne volonté. Cependant vous avez triomphé et obtenu les résultats que vous nous indiquez ; ils sont tels que si nous pouvions les constater dans la France entière, elle pourrait se croire le premier pays du monde, car elle serait un pays de moralité parfaite.

Vous êtes de braves gens, et je suis heureux de vous charger d'apporter à tous vos collègues quand vous reviendrez au milieu d'eux, non pas des vœux et des remerciements de pure banalité, mais une bonne et cordiale poignée de main d'amis. (*Applaudissements.*)

Le Rhône demande à descendre de ses hauteurs... Je cède la parole à M. de Pressensé.

Discours de M. Francis de Pressensé

Messieurs,

Je suis un peu embarrassé dans la circonstance, parce que je sens que je joue quelque peu le rôle de M^e Jacques. Je représente non pas le Comité central auquel j'appartiens, non pas la circonscription dans laquelle j'ai été élu, mais la section de Brest qui a bien voulu m'envoyer un rapport sur son activité pendant l'année dernière.

Je commencerai par vous donner lecture de ce rapport.

« La section brestoïse est une des plus jeunes, puisqu'elle fut fondée le 16 février 1902. Le même jour, elle reçut M. Aubriot, délégué du Comité central, qui fit une conférence publique sur la Déclaration des Droits de l'Homme. Cette conférence eut un plein succès et nous fit gagner plusieurs adhérents nouveaux. Elle compte actuellement 64 membres (ouvriers, professeurs, instituteurs, commerçants). Nous espérons pouvoir facilement dépasser la centaine.

« Les réunions mensuelles ont lieu dans le local de l'Université populaire, qui prête gratuitement une de ses salles à la section.

« La section brestoïse a émis plusieurs vœux : sur l'affichage et le commentaire de la Déclaration des Droits de l'Homme dans les lycées et collèges ; sur l'abrogation du décret ministériel qui permet d'emprisonner sans jugement les indigènes de Cochinchine ; sur l'amélioration de la loi de 1838 relative aux aliénés ; sur l'amélioration du sort des instituteurs ; sur la suppression de la coutume scandaleuse appelée « passage à tabac » ; sur la laïcité des écoles primaires, qui est manifestement violée à Brest et dans le Finistère en général.

« La section a eu à s'occuper du cas d'un capitaine, mis à retraite par retrait d'emploi, sans qu'on lui ait notifié le motif de cette punition. Grâce à une démarche de M. Trarieux, ministère a fait enfin savoir au capitaine en question, pourquoi il était frappé.

« La section a aussi cherché à étendre son action au dehors. Un de ses membres, M. Litalien, a fait une conférence sur la Déclaration des Droits de l'Homme devant le syndicat d

ouvriers du port. Nous nous sommes mis en communication avec des membres de la Ligue à Morlaix, où une section autonome va se créer. Nous avons espoir également de voir sous peu se créer une section à Landerneau.

« Notre section s'est mise en relations avec tous les instituteurs de Brest et avec plusieurs instituteurs du Léon et de la Cornouaille, pour leur fournir des affiches de la Déclaration, destinées à être placardées dans les classes.

« Nous avons participé à la lutte électorale, où il s'agissait de combattre la réaction dans la personne d'un candidat nationaliste, par l'affichage du beau discours d'Anatole France et du manifeste du Comité central de la Ligue. Nous avons de même fait distribuer le manifeste de M. Delpéch et la brochure de M. Le Pic sur le nationalisme.

« Pour cette propagande, « l'Université populaire » brestoise et l'œuvre des « journaux pour tous » nous ont été des auxiliaires précieux.

« Enfin, la section brestoise a pris l'initiative d'une fédération des sections bretonnes. Les réponses obtenues jusqu'ici sont favorables à ce projet, qui donnerait certainement plus de cohésion et de force aux sections bretonnes. Un congrès, qui aura probablement lieu au mois de juillet, organisera définitivement la Fédération bretonne. »

Voilà le rapport que j'étais chargé de vous faire au nom de la section de Brest.

Mais je voudrais aussi vous parler de l'assemblée dont je sortais quand je suis venu ici. J'avais été retardé à cause de la grande réunion donnée par le parti socialiste pour ses élus. Bien que nous différions sous beaucoup de rapports, bien que nous n'ayons pas toujours les mêmes programmes, bien que nous n'ayons pas toujours tenu le même langage, j'ai senti dans cette grande assemblée au Cirque d'hiver, qui comprenait certainement 5.000 citoyens, j'ai senti vibrer à peu près les mêmes sentiments que ceux qui vous animent en ce moment.

Il est bien vrai que nous pouvons différer sur certains programmes, il est bien vrai que nous n'avons nullement l'intention d'enrôler de force les membres de la Ligue des Droits de l'Homme dans un parti politique. Cela est contraire à l'idée qui a provoqué la fondation de la Ligue. Nous nous sommes rencontrés, venus de tous les points de l'horizon et représentant des opinions très diverses, mais fidèles à deux choses : la République et l'esprit de la Révolution.

Mais en même temps il faut bien constater ce qui est. —

Nous ne nous sommes pas lancés dans cette bataille uniquement par un mouvement de sensibilité ; c'était bien au début une des choses qui nous avaient décidés, parce que nous savions qu'il y avait une grande illégalité et une grande injustice ; mais du moins il est bien certain qu'au cours de cette lutte, nous avons généralisé en quelque sorte notre entreprise et notre effort. Nous avons compris que ce qui faisait la force de la tentative que nous faisons, ce qui pouvait nous donner l'accès de l'esprit populaire, ce qui nous donnait le droit de chercher à mettre en mouvement les masses nationales en France, c'était qu'il ne s'agissait pas d'un cas particulier, mais de quelque chose de symbolique, et qu'il nous avait été donné de jeter un coup d'œil dans les abîmes d'iniquité sur lesquels s'érige, à l'heure actuelle, notre société française.

Avec une joie profonde, nous avons constaté qu'à travers toutes ces divergences de phraséologie, d'éducation, de passé, qui nous faisaient nous placer à des points de vue, je ne dirai pas seulement différents, mais parfois contradictoires, cependant nous avons pu maintenir cette unité qui a existé entre nous depuis le commencement et jusqu'au bout. Il n'est pas étonnant au surplus que des hommes qui se placent sur le terrain de la Déclaration des Droits de l'Homme, qui se sont sentis les coudes dans la bataille, restent unis. Et quand bien même nous serions appelés à diverger sur des questions de tactique, il nous suffit de nous reporter à ces heures inoubliables, de nous rappeler ce serment historique que M. Trarieux nous rappelait en d'autres circonstances, pour recouvrer cette unanimité qui a été notre privilège dans cette bataille.

Mais il y a quelque chose de plus ; je dis que quiconque s'est placé sur le terrain de la justice, quiconque prétend être dans la tradition de la Révolution, ne peut se contenter d'en recueillir le patrimoine pour la transmettre intact à ses enfants. Non, il faut vouloir l'augmenter et en faire usage pour conquérir un peu plus de liberté et de justice ! C'est en se plaçant sur ce terrain que nous pouvons tous nous tendre la main ! (*Applaudissements.*)

Pour nous autres socialistes, qui n'aimons pas beaucoup les fictions, mais qui, malgré cette haine pour les fictions, ne prétendons pas entraîner les hommes au-delà de ce que leurs convictions leur permettent de dire et de faire, il me semble que nous avons eu souvent la preuve que des hommes qui, jadis peut-être, auraient singulièrement méconnu nos principes, qui auraient tenté d'ajouter foi à ces calomnies, à cette représenta-

tion ridicule et odieuse qu'on faisait de nos doctrines et de nos idées, ces hommes qui, jadis, se trouvaient parmi nos adversaires, ne penseront plus ainsi. Au fond de leur conscience peut être seulement il est vrai, car il est difficile de se séparer à un certain moment des convictions auxquelles on a été attaché pendant des années, ils sauront qu'à l'heure actuelle on ne peut défendre la liberté et la justice que si on se place sur le terrain du développement absolu des principes de la Révolution, de l'application enfin des principes de la démocratie révolutionnaire, telle qu'elle fut conçue par nos pères. (*Applaudissements.*)

La Ligue a montré qu'elle n'était pas une institution née pour une œuvre momentanée ; elle a montré qu'elle voulait vivre, et je suis convaincu qu'à côté de cette activité immense que mettent en lumière chaque année les rapports de nos secrétaires, à côté de tous ces concours nouveaux qui n'ont pas de retentissement et qui n'en sont pas moins utiles, à côté de tout cela qui doit rester la tâche principale de la Ligue, à côté de ces tentatives d'un libéralisme généreux, élevé, qui se trouve dans nos traditions et auquel nous sommes heureux de nous rallier, je suis convaincu que, de plus en plus la Ligue, qui est le champion né, par définition, de la Déclaration des Droits, y trouvera tout ce que nos pères avaient mis en elle. Ils n'y avaient pas mis seulement le germe de nos libertés politiques, mais le germe de la justice, de la justice sociale que nous conquerrons avec ces libertés. (*Vifs applaudissements.*)

M. TRARIEUX. — Je crois que mon ami de Pressensé vient, dans un langage très élevé, de bien définir quels sont les principes sur lesquels repose l'action de la Ligue. Il ne faudrait pas franchir beaucoup les limites de son discours par exemple, pour rencontrer un écueil dans lequel nous pourrions facilement nous briser, parce que, si toutes les opinions doivent être réservées, si c'est dans toute sa plénitude et sans limites que la justice peut être recherchée, il ne faut pas oublier que les doctrines qui tendent à la dépossession de la propriété privée ne sont pas conformes à la Déclaration des Droits de l'Homme, où la propriété est présentée comme un droit naturel, nécessaire, de l'homme, de telle sorte que, si une difficulté un jour, une controverse s'élevait sur ce point, il est bien certain que sans doute, on pourrait invoquer, d'un côté, des aspirations généreuses, mais contestables. Seulement, on aurait, de l'autre, l'argument du texte.

Je dis cela parce que ce serait un très gros danger si la Ligue avait une tendance trop marquée à tomber dans tel parti ou tel autre. Je n'ai pas de préjugés, et tout ce qui sera reconnu

nécessaire à une heure donnée, je pourrai y consentir; j'accepterai tout ce que mes concitoyens, le moment venu, à une majorité incontestable et incontestée viendraient à vouloir, tout ce qui me paraîtrait alors pouvoir convenir à la vie sociale de la France.

Mais la question est de savoir si, à l'heure actuelle, nous ne serions pas d'une grande imprudence, en voulant sortir, même pour un peu, de cette règle sage que nous nous sommes tracée, et que vous-mêmes vous avez signalée avec votre talent et votre tact. Nous avons des idées de justice sociale indéfinie, sans doute; mais nous cherchons autant qu'il sera possible à ne pas susciter entre nous des préoccupations de programmes et nous sommes sages d'être en garde contre les difficultés de cet ordre, car elles seraient grosses de dangers. Nous voyons ce qu'elles font dans les assemblées publiques; ce sont elles qui, le plus souvent les troublent. Nous ne voulons par nous aucune cause de trouble et aucun élément de division. (*Approbation et applaudissements.*)

Discours de M. Lafolie

Délégué de la section de Pantin-Aubervilliers.

Mesieurs,

Je suis délégué de la section d'Aubervilliers-Pantin, et j'ai à poser une question qui paraît terrible et qui, au fond, ne l'est pas. Il s'agit du Concordat, et je poserai à mes collègues cette question que nous avons discutée dans notre section à une dernière réunion : Le Concordat existe-t-il réellement ? Si oui, quels sont les liens qui l'unissent à la République ? Je vous pose la question, vous demandant de l'étudier, afin de nous donner une réponse et d'arriver à le dénoncer dans le plus bref délai.

M. TRARIEUX. — Il n'y a pas de doute sur la première question; il est certain que le Concordat existe. Le Concordat est une loi d'état, exécutoire tant qu'elle n'aura pas été rapportée, mais il est bien certain aussi que le vœu général des républicains, en particulier ici, je crois, le vœu unanime, est que nous en terminions avec le Concordat et que nous nous acheminions si possible, vers la séparation de l'Eglise et l'Etat. (*Vifs applaudissements.*)

Vœu de la section d'Agen.

M. le Président donne lecture du vœu suivant de la section d'Agen, qui est représentée à l'Assemblée générale par M. Dauzon, député.

« La section agenaise de la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen, sur la proposition du citoyen Emile Sentini ;

« Considérant :

« Que la plupart des citoyens français ne connaissent pas ou connaissent imparfaitement les principes issus de la Révolution ;

« Qu'il importe, dans l'intérêt de la République et pour la sauvegarde de nos libertés, que ces immortels principes soient inculqués dans tous les cerveaux ;

« Que d'ailleurs les Chambres françaises, sur la proposition du citoyen Dauton, député, avaient décidé l'affichage de la Déclaration des Droits de l'Homme dans tous les établissements publics ;

« Mais que des considérations budgétaires avaient empêché de donner suite à ce projet ;

« Emet le vœu :

« Que le Comité central use de son influence auprès des pouvoirs publics afin que les différentes sections soient autorisées, dans la mesure de leurs ressources, à faire placarder la Déclaration des Droits de l'Homme dans les écoles, casernes, hôpitaux militaires, églises, temples, etc., avec l'assentiment bien entendu des chefs de service ou directeurs de ces établissements. »

M. TRARIEUX. — Je suis tout disposé à mettre aux voix ce vœu qui réalise évidemment une réforme que nous n'avons cessé de poursuivre. Mais il y a un point sur lequel je ne saurais adhérer à la proposition. Pourquoi ? Elle a été faite déjà il ne me paraît pas possible d'imposer l'affichage de la Déclaration des Droits, dans certains établissements, notamment les églises et les temples.

Si vous voulez que nous arrivions à la séparation de l'Etat et de l'Eglise il n'est pas logique de voter une telle motion ; il n'est pas logique d'entrer dans ces demeures et d'y imposer l'affichage de nos doctrines pour les mettre en contradiction avec les doctrines du *Syllabus*. Je ne croirais pas que les fideles qui entrent dans l'église s'arrêtassent bien longtemps devant nos placards. Ils ne seraient là que pour subir des dédains injurieux.

Je les aimerais mieux dans les commissariats de police, par exemple, pour apprendre à nos agents à mieux respecter la liberté des citoyens et à éviter des arrestations quelquefois un peu arbitraires. Je désire, quant à l'Eglise, ne pas établir de relations trop intimes avec une catégorie de mes compatriotes dont j'aspire à me séparer. Je n'ai certes aucune malveillance à leur égard, je veux pour eux la liberté, mais je ne veux pas compromettre la mienne en allant m'afficher chez eux. Je ne cherche pas à provoquer inutilement des contacts superflus et très embarrassants.

M. DAUZON. — Je suis simplement ici une boîte aux lettres ; je prends cependant sur moi de vous donner toute satisfaction, d'autant que je reconnais volontiers que vous êtes dans la logique.

M. TRARIEUX. — Il faut que cependant cela subsiste dans le vœu afin que les lecteurs du *Bulletin* connaissent notre doctrine. Il faut aller droit son chemin. Nous songeons à la séparation de l'Eglise et de l'Etat, ce n'est pas le moment de resserrer les liens entre l'Etat laïque et l'Eglise. (*Approbation*). Je mets le vœu aux voix, sauf ce qui concerne ce point. (*Adopté à l'unanimité moins deux voix.*)

En ce qui concerne la première partie du vœu de M. Dauzon adopté par la Chambre, pour faire prendre par l'Etat les frais de cet affichage, le moment est venu de rafraîchir la mémoire de nos gouvernants et de fortifier la décision déjà émise, par un nouveau vote de la nouvelle assemblée. Je vous engage donc à reprendre la question, et il me semble que c'est à vous que revient l'initiative.

M. DAUZON. — C'est une invitation à laquelle je déférerai avec le plus grand plaisir.

Discours de M. Jean Appleton

Délégué de la section de Lyon

Mesdames, Messieurs,

La section de Lyon, relativement peu nombreuse, n'est pas restée inactive au cours de cette année. Sa position au centre d'une région dont Lyon est la métropole lui permet d'être comme un foyer intellectuel rayonnant sur un grand nombre de sections environnantes. Son rôle a consisté surtout à s'assurer le concours de plusieurs conférenciers et à les envoyer, sur la demande de nos sections, traiter devant le public réuni par leurs soins quelque une des questions d'intérêt général qui font partie de notre programme.

Le secrétaire général de la section de Lyon avait, jusqu'ici, assuré presque seul la charge flatteuse, mais un peu lourde, de ces tournées oratoires. Cette année, il a été secondé vaillamment par quelques-uns de ses collègues, au premier rang desquels il faut citer le Dr Jean Lépine, dont vous avez déjà admiré et applaudi la généreuse éloquence, et M. Herriot, professeur de rhétorique au lycée Ampère, dont la finesse, la verve étincelante et l'esprit ont laissé sous le charme nos excellents amis de la Drôme.

C'est ainsi qu'une série de conférences a été faite, sous les auspices de la section de Lyon dans le département de l'Ain, à St-Laurent-les-Macon, Teillens, Villars-les-Dombes, Bourg, Oyonnax, Ferney-Voltaire ; dans le Jura, à Lons-le-Saulnier et St-Claude ; dans le département de Saône-et-Loire, à Mâcon et à Louhans ; dans l'Ardèche, à Vernoux ; dans le Gard, à Beaucaire, dans la Drôme, à Saillans, à Crest, à Buis-les-Baronnies.

Grâce à ce rayonnement, le rôle judiciaire de notre section s'est considérablement accru. Nous ne comptons plus les requêtes qui nous sont adressées, et nous employons toute notre activité à faire aboutir les revendications qui nous sont soumises. En ce moment-ci encore, nous intervenons pour obtenir des poursuites correctionnelles contre certains personnages qui, au cours de la dernière campagne électorale, désespérant de convaincre les partisans de Francis de Pressensé, avaient entrepris de les supprimer en les assommant.

Notre section, soucieuse de ne point diminuer dans les luttes de personnes son autorité morale, n'est intervenue que très discrètement au cours des dernières élections législatives. Elle n'a agi que là où toute question personnelle s'effaçait devant les principes qu'il était urgent de défendre et de faire triompher.

C'est ainsi que par l'affiche, par des distributions de brochures, par des articles dans la presse locale, nous avons lutté en faveur de Francis de Pressensé, représentant la Justice et la Vérité contre un nationaliste « avaleur de charrettes ferrées et dépendeur d'andouilles », comme dit en termes truculents notre grand ami Anatole France. Il nous a été agréable de faire savoir aux électeurs qu'en 1870, à l'heure où le sans-patrie Francis de Pressensé, âgé de dix-sept ans à peine, s'engageait et combattait pour son pays dans l'armée de la Loire, le patriotisme prudent de son adversaire, majeur et bien portant, s'était blotti dans la soutane pacifique du séminariste.

La section lyonnaise, au cours de réunions familières qui ont lieu tous les mois, a élaboré un certain nombre de vœux qu'elle m'a chargé de présenter à l'assemblée générale.

Tout d'abord, renouvelant un vœu souvent présenté, elle souhaite que la nouvelle Chambre consacre enfin la suppression des Conseils de guerre en temps de paix. Il est attristant qu'après quatre années de luttes, nous ne soyons pas encore arrivés à donner à l'affaire Dreyfus cette conclusion nécessaire. Nous engageons vivement nos représentants au Parlement à déposer une proposition de loi en ce sens. Par l'accueil qui lui sera

fait, nous pourrions juger de la valeur morale et sociale de la nouvelle Chambre. Ce sera pour nous la pierre de touche.

En second lieu, la section lyonnaise émet le vœu que les pouvoirs publics poursuivent la réalisation de l'unité morale du pays sur la base des principes de 1789, au moyen de l'unité d'éducation, sans distinction de classe, de fortune ou de sexe. Elle attire l'attention de tous les bons citoyens sur le péril que fait courir à la République la difficulté toujours plus grande de recruter les instituteurs ; et invite le gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer d'un personnel primaire possédant toute la valeur intellectuelle et morale souhaitable chez des hommes chargés d'enseigner le beau, le vrai et le bien aux enfants d'une grande nation.

Enfin, notre section, frappée de l'indigence d'idées dont témoignent d'ordinaire les luttes électorales, désireuse d'éliminer de la politique les mesquines querelles de personnes et le flot d'injures ineptes qui l'envahissent et la déshonorent, émet le vœu que la Ligne élargisse au point de vue politique et social son rôle d'éducatrice du pays. Elle souhaite que sur les principales questions soumises au Parlement, et spécialement sur celles où les principes du droit révolutionnaire se trouvent engagés, la Ligne fasse composer et répandre des brochures écrites sous une forme populaire, dans un esprit de loyale impartialité, grâce auxquelles nos sections dispersées sur tout le territoire pourraient amener le pays à s'intéresser en connaissance de cause aux grands problèmes économiques et sociaux, et à substituer la politique d'idées à la politique de personnes. »

Il ne me reste qu'un mot à dire :

Au point de vue de l'œuvre que nous poursuivons, la récente période électorale et les résultats du dernier scrutin offrent une moralité consolante.

Paul Guieysse, Ferdinand Buisson, Francis de Pressensé, Jaurès, entrent à la Chambre ou y reviennent, poussés par un flot d'enthousiastes suffrages. C'est la revanche des dreyfusards hautement avoués sur les politiciens prudemment équivoques. (*Applaudissements.*)

Certes, lorsque ces grands citoyens, révoltés par l'odieuse injustice, ont laissé jaillir de leurs poitrines le grand cri d'indignation qui a fait tressaillir la France, ils n'espéraient pour eux ni les récompenses méritées, ni même la juste déférence toujours due aux hommes sincères et courageux qui osent confesser leur foi. L'opinion publique, d'ailleurs, celle que la presse infâme forme à son image, ne leur cachait pas qu'ils étaient

pour elle marqués du signe indélébile des réprouvés. Les flatteurs prudents de la populace, les démagogues avisés, s'écartaient d'eux avec soin, et leur faisaient comprendre que leur patronage ou leur amitié ne pouvaient que compromettre les succès même les mieux assurés.

Et voilà que ces hommes, voués, semblait-il, à une impopularité éternelle, reçoivent du peuple lui-même l'éclatante réparation qu'ils n'attendaient de personne. (*Vifs applaudissements.*) Et au lieu de rejeter loin d'eux, comme un fardeau gênant, les souvenirs de la lutte héroïque, ils s'en sont parés comme d'un titre de gloire ; et loin de leur nuire, leur passé dreyfusard les a imposés ! Voyez Francis de Pressensé, notre vénéré et vaillant ami. On n'aurait jamais songé à faire de lui un candidat dans la dixième circonscription de Lyon, s'il n'avait pas fait applaudir des lyonnais, il y a trois ans, sa généreuse et éloquente protestation contre le déni de justice, la forfaiture et le faux. (*Applaudissements.*)

Quant à ceux dont la complaisante faiblesse a obéi à toutes les sommations des Trublions, voyez ce qu'en a fait le suffrage universel. M. Méline diminué, pleure sur les ruines de son parti (*Applaudissements*) ; M. Lebreton, promoteur de l'odieuse loi de dessaisissement, qui ne craignait pas, pour arracher à sa majorité un vote cynique et scandaleux, de faire appel aux plus bas intérêts électoraux, M. Lebreton a aujourd'hui des loisirs grâce auxquels il peut suivre lui-même le conseil qu'il donnait jadis à d'autres, et songer longuement à sa circonscription perdue ! (*Rires prolongés et applaudissements.*)

Mais on pourrait philosopher longtemps sur ce thème. Réjouissons-nous plutôt, et prenons espoir : Nos meilleurs amis triomphalement élus, la veulerie politique flagellée par le peuple, l'Algérie délivrée du joug antisémitique, M. François Coppée, se résignant à souffrir seul sa « bonne souffrance » ; (*Rires et applaudissements.*) M. Jules Lemaitre, soudain frappé d'imbécillité, laissant sa raison au fond du coffre-fort de Madame Humbert, où la présence d'un sou étranger, lui a révélé des complicités gouvernementales ! (*Applaudissements et rires.*) — Allons ! la journée est bonne pour la Justice, pour la Vérité et pour la Ligue. (*Applaudissements prolongés.*)

Rapport de M. Sicard de Plauzoles

Président de la section du Gros-Caillou.

Mes chers Collègues,

Au nom de la section du Gros-Caillou, j'apporte à tous les membres de la Ligue un salut cordial et fraternel ; au Comité central l'assurance de notre affectueux dévouement ; à notre président M. Trarieux, à notre secrétaire général Mathias Morhardt, l'hommage de notre admiration pour l'œuvre généreuse à laquelle ils donnent sans compter leur travail et leur cœur.

J'apporte aussi nos félicitations aux citoyens députés Buisson, Guieysse et Francis de Pressensé et aux autres élus membres de la Ligue.

Monsieur le Président, mes chers Collègues,

Je ne vous dirai pas ce que nous avons fait depuis un an à la section du Gros-Caillou, le *Bulletin officiel* de la Ligue est là pour témoigner de notre activité !

Mais ce que nous avons fait n'est rien auprès de ce que nous voulons, de ce que nous avons le devoir de faire.

La section doit être une véritable école du Citoyen ; nous devons y apprendre à exercer nos droits et à pratiquer nos devoirs ; nous devons y apprendre à agir en hommes libres et conscients.

Notre champ d'action ne saurait être limité, comme le disait Georges Bourdon à la première Assemblée générale de la Ligue, en 1898 ; il doit embrasser toute l'injustice sociale.

À l'Assemblée générale du 20 avril dernier, notre collègue Jean Lépine nous a tracé, vous vous en souvenez, le rôle humanitaire de la Ligue ; le beau discours de Jean Lépine restera notre programme : il faut que *l'humanité connaisse chaque jour un peu plus de justice et de solidarité*.

Mes chers Collègues,

J'aurais fini s'il ne me restait un devoir à remplir : Celui d'apporter ici nos remerciements au citoyen Paul Aubriot pour la campagne superbe qu'il a menée contre le nationalisme dans la 2^e circonscription du 7^e Arrondissement.

Malgré son éloquence, malgré ses courageux efforts, nous avons été battus. — Mais nous ne sommes pas découragés, nous continuons la lutte et nous la poursuivrons, sans trêve ni repos, pour la République qui réalisera les principes de la Révolution.
(Applaudissements.)

Discours de M. Paul Aubriot

Délégué du Congrès des sections du Midi.

Mes chers Collègues,

Délégué du Comité central auprès du Congrès des sections du Midi, tenu à Narbonne le 25 mai, j'ai représenté Paris dans le Midi. Aujourd'hui je suis chargé de représenter le Midi à Paris.

Je ne vous dirai pas, moi non plus, tout ce qu'il y aurait à vous dire sur les travaux accomplis dans cette journée de dimanche dernier. Depuis le matin jusqu'au soir, nous nous occupâmes de questions nombreuses et diverses. Mais je dois constater qu'il est impossible à l'Assemblée générale de discuter toutes les propositions que je suis chargé de lui soumettre. J'appellerai seulement votre attention sur deux ou trois vœux, en vous demandant de bien vouloir renvoyer ces vœux à l'examen du Comité central et donner ainsi satisfaction aux sections du Midi réunies en Congrès.

Ce Congrès s'est associé d'une façon unanime au vœu que, tout à l'heure nous présentait notre collègue Jean Appleton, au nom de la section de Lyon, à savoir : la question de la représentation proportionnelle et la question de l'abrogation de la loi Falloux, suivie soit du monopole universitaire, soit de la liberté absolue de l'Enseignement ; et, sur ces deux questions, ne jugeant pas à propos de prendre une décision sans avoir une plus ample documentation, le Congrès des sections du Midi demande au Comité central d'ouvrir auprès de toutes les sections de la Ligue une enquête, de façon à ce que chaque section, ayant, tout à loisir, examiné ces questions, et donné son avis, on centralise au Comité central les résultats de cette enquête ; on les portera ensuite à la connaissance des sections, qui, — Francis de Pressensé vous donnait tout à l'heure l'exemple des sections de Bretagne — ont une tendance toute naturelle à se fédérer par région, en sorte que, se réunissant l'année prochaine dans leurs congrès respectifs, elles étudient ces questions avec toute la documentation désirable.

Permettez-moi d'ajouter encore un mot : c'est qu'ayant servi en quelque sorte de trait d'union vivant entre le Comité central et les sections du Midi, et même bien d'autres sections que j'ai visitées, j'ai pu constater une chose qui est très encourageante, c'est que, sur tous les points du territoire français, les ligueurs sont animés du même esprit.

Ils peuvent avoir, sur des points particuliers de doctrine des opinions différentes, mais tous, d'un commun accord, sont fortement attachés à la forme républicaine du Gouvernement, parce qu'il savent qu'en elle seule ils peuvent trouver la garantie du droit individuel et de l'égalité devant la loi, qui sont les deux ressorts essentiels de notre action ! Tous sont fortement attachés à la grande cause que nous avons défendue dans ces dernières années, à la cause de la justice et du droit !

Je vous apporte ici le salut cordial et fraternel des sections du Midi, qui tiennent à affirmer par ma bouche qu'elles sont unies avec vous dans une œuvre commune, non pas pour l'intérêt de quelques individus, mais pour l'intérêt même de la nation française tout entière, qui ne peut vivre et prospérer que par la liberté et le progrès démocratique ! (*Applaudissements.*)

Rapport de M. A. Bègue

Président de la section du Puy.

M. Bègue, président de la section du Puy, transmet à l'assemblée générale la résolution suivante :

Le comité de la section du Puy :

Considérant que la puissance cléricale, par ses congrégations et par ses écoles, dispose à la fois de la richesse nationale et de l'éducation de la bourgeoisie, et constitue à ce double titre une nation dans la nation et un état dans l'état ;

Considérant que l'intégrité du pouvoir civil ne cesse pas d'être menacée par ce redoutable et inlassable adversaire des libertés modernes et de l'esprit laïque ;

Considérant que la vigilance et la fermeté sont devenues plus que jamais nécessaires, en cette période confuse de crise, où la France révolutionnaire voit se dresser devant elle un ennemi insaisissable, dont une politique d'équivoques et de faux-fuyants fait toute la force, et qui dissimule sous des étiquettes d'emprunt les noms désormais impopulaires des vieux partis ;

Emet l'espoir que le gouvernement de demain, quel qu'il soit, ne faillira pas à la tâche et aux responsabilités que lui tracent les résultats des deux scrutins du 27 avril et du 11 mai.

Une œuvre résolument démocratique et anticléricale s'imposera à lui dès le début ;

Il devra appliquer sans faiblesse et sans indulgence la loi des congrégations en ne la considérant que comme un minimum provisoire. Pour empêcher que les enfants du peuple ne soient élevés plus longtemps dans la haine de nos institutions et dans le culte de l'erreur, il devra s'efforcer d'obtenir des chambres l'abrogation de la loi Falloux et le vote de la loi sur le stage scolaire, mesures transitoires qui rendront possible le monopole universitaire.

Il n'est pas douteux que le pays ne se soit nettement prononcé pour une politique d'extrême-gauche, pour une politique de clarté et de sincérité.

Et ce serait trahir les volontés profondes de la nation que de sacrifier aux calculs d'un faux libéralisme les nécessités pressantes de la défense républicaine.

Rapport de M. Labaste Délégué de la section de Tourcoing.

Messieurs,

Depuis la dernière assemblée générale, la section tourquennoise a continué sa marche progressive ; son nombre d'adhérents s'est accru d'une manière sensible et ses moyens d'action n'ont fait que prospérer.

Ce résultat est dû, à n'en pas douter, à notre façon d'organiser la propagande, car ce n'est pas chose facile que de recruter des adhésions nouvelles, surtout dans une population ouvrière comme la nôtre. Il a fallu trouver un moyen qui permette d'augmenter notre noyau, ce moyen ; nous croyons l'avoir découvert.

Tous les mois, nous convoquons nos adhérents, et à chaque réunion un membre de la section fait une conférence sur un sujet restant dans le cadre des idées de la Ligue, et nous pouvons vous assurer, messieurs, que rien n'attire les ligueurs comme l'ai pût d'une nouvelle causerie.

Les sujets sont variés autant qu'instructifs ; l'enseignement qui s'en dégage est d'une portée morale ou philosophique qui reconforte et qui anime. Aussi nos adhérents sont-ils enthousiasmés, et vous ne doutez pas, messieurs, que ce ne soit là un facteur important de la réussite de notre œuvre.

Voici, pris au hasard, quelques titres de conférences parmi celles qui ont été données pendant l'année :

« La littérature et l'émancipation des idées. »

« Historique de la Déclaration des Droits de l'Homme. »
« La morale humaine. »

« Le bon vieux temps et la Déclaration des Droits de l'Homme. »

« Victor Hugo et son œuvre. »

« Le courage sous ses diverses formes. »

Vous voyez, messieurs, que la diversité ne manque pas et qu'il y a bien là de quoi entretenir l'intérêt et provoquer de la part de ceux qui assistent à nos conférences une assiduité complète.

Nous devons à ce sujet un appoint efficace et généreux aux membres de l'enseignement, instituteurs, professeurs de tout rang, qui se dépensent sans compter et contribuent pour une large part à notre succès. Nous sommes heureux de les en remercier ici.

Comme faits saillants à l'actif de notre section, nous devons signaler avant tout, messieurs, l'élection de notre président, M. Henri Loridan, comme conseiller général. M. Loridan a été élu comme candidat républicain radical.

Nous sommes fiers, à juste titre, de cette élection qui a été d'un heureux effet sur la marche de notre section.

Nous n'avons pas, cette année, émis de vœux qui méritent d'être relevés, mais vous pouvez croire, messieurs, que notre section ne perd rien de son activité et qu'au contraire elle marche de plus en plus dans la voie qu'elle s'est tracée au début de sa formation, c'est-à-dire la propagation des idées d'émancipation humaine par tous les moyens en son pouvoir. Forts de votre appui, messieurs, nous ne faillirons point à notre tâche.

La séance est levée à minuit et demie.

Le lendemain, 1^{er} juin, à trois heures de l'après-midi, il a été procédé au siège de la Ligue, rue Jacob, 1, au dépouillement du scrutin pour l'élection du tiers sortant des membres du Comité central. En voici le procès-verbal :

PROCÈS-VERBAL DE L'ÉLECTION DU TIERS SORTANT DES MEMBRES DU COMITÉ CENTRAL.

Conformément à la décision prise par l'Assemblée générale, un certain nombre de délégués des sections se sont réunis au

siège central et ont procédé au dépouillement du scrutin pour l'élection du tiers sortant du Comité central.

Les plis contenant les bulletins ont été ouverts. Le nombre des suffrages exprimés a été de 539, dont un bulletin nul, annexé au procès-verbal.

Voici les résultats :

MM.	E. DUCLAUX,	membre sortant,	538 voix,	ELU
	D ^r LANGLOIS,	—	538 —	—
	F. de PRESSENSÉ,	—	538 —	—
	RANC,	—	538 —	—
	A. MOLINIER,	—	537 —	—
	SEIGNOBOS,	—	537 —	—
	EUGÈNE PRÉVOST,	—	536 —	—
	D ^r PAUL RECLUS,	—	535 —	—
	GABRIEL SÉAILLES,	—	535 —	—
	D ^r HÉRICOURT,	—	534 —	—
	D ^r CH. RICHET,	—	534 —	—
	JOSEPH REINACH,	—	515 —	—

Viennent ensuite :

M^{me} Marie Bonneval, 3 voix ; MM. Jean Appleton, secrétaire général de la section de Lyon, 3 voix ; Anatole France, président de la section de la Porte-Dauphine, 3 voix ; Bloch, 3 voix ; Billy, secrétaire général de la section du Petit-Mont-rouge, 3 voix ; Bonnet, secrétaire adjoint de la section de Saint-Germain-des-Près, 1 voix ; Jean Charrière, secrétaire général de la section de Rochechouart, 1 voix ; Chauvelon, 1 voix ; Escache, ouvrier ébéniste, 1 voix ; Férmbach, vice-président de la section du XV^e Arrondissement, 1 voix ; Fribourg, 1 voix ; Routelette, vice-président de la section du XV^e Arrondissement, 1 voix ; A. Lévy, trésorier de la section du XV^e Arrondissement, 1 voix ; Peset, président de la section du XV^e Arrondissement, 1 voix ; Jean Psichari, membre du Comité central, 1 voix ; Pierre Quillard, 1 voix ; de Rorthays, secrétaire adjoint de la section du XV^e Arrondissement, 1 voix.

En conséquence, MM. E. DUCLAUX, D^r J. HÉRICOURT, D^r J.-P. LANGLOIS, A. MOLINIER, FRANCIS DE PRESSENSÉ, EUGÈNE PRÉVOST, A. RANC, D^r PAUL RECLUS, JOSEPH REINACH, CHARLES RICHET, G. SÉAILLES, SEIGNOBOS, sont proclamés élus.

Ont signé : MM. Mathias Morhardt, E. Brochot, A. Gibouin, Paul Aubriot, Ch. Salomon, Jean Charrière, Th. Bonnet.

BANQUET

OFFERT LE 1^{er} JUIN 1902

A MM. FERDINAND BUISSON, PAUL GUIEYSSÉ
ET FRANCIS DE PRESSENSÉ
membres du Comité central

et aux Députés, membres de la Ligue des Droits de l'Homme,
élus le 27 Avril et le 11 Mai 1902 :

MM. Aldy (Hérault); Bagnol (Seine); Berthet (Savoie);
Lucien Bertrand (Drôme); Bienvenu-Martin (Yonne); Bouhey-
Alex (Côte-d'Or); Jules-Louis Breton (Cher); Braud (Charente-
Inférieure); Baudon (Oise); Joseph Bellier (Indre); Camuset
(Côte-d'Or); Cazauvielh (Gironde); Dr Chambige (Puy-de-
Dôme); Clovis-Hugues (Seine); Colin (Alger); Chabert
(Drôme); Chaumet (Gironde); Dauzon (Lot-et-Garonne);
G. Doumergue (Gard); Dubief (Saône-et-Loire); Euzière
(Hautes-Alpes); Gauvin (Loir-et-Cher); A. Gervais (Seine);
Godet (Vienne); Gustave Hubbard (Basses-Alpes); Iriart
d'Etcheparre (Basses-Pyrénées); Krauss (Rhône); Louis Jour-
dan (Lozère); Labussière (Haute-Vienne); Lafferre (Hérault);
Jean Lasalle (Ardennes); Levraud (Seine); Honoré Leygue
(Haute-Garonne); Mas (Hérault); Massé (Nièvre); Dr Meslier
(Seine); Mulac (Charente); Ulysse Pastre (Gard); Petitjean
(Saône-et-Loire); Albert Poulain (Ardennes); Ragot (Loir-et-
Cher); Eug. Réveillaud (Charente-Inférieure); Rouanet (Seine);
Rougier-Boutin (Deux-Sèvres); Sandriquet (Ardennes); Pierre
Sarrazin (Dordogne); Simyan (Saône-et-Loire); Schneider
(Territoire de Belfort); Albert Tournier (Ariège); Trouillot
(Jura); Vazeille (Loiret); Paul Vigné (Hérault); Walter (Seine).

Le 1^{er} juin a eu lieu, au salon des Familles, le ban-
quet offert par la Ligue des Droits de l'Homme à
MM. Ferdinand Buisson, Paul Guieyssé et Francis de
Pressensé, membres du Comité central, et aux cinquante
trois députés membres de la Ligue des Droits de
l'Homme, élus députés le 27 avril et le 11 mai 1902.

Plus de cinq cents convives y assistaient. On y remar-
quait à côté des membres du Parlement, la plupart

des membres du Comité central et presque tous les délégués des sections qui, la veille, avaient pris part à l'Assemblée générale.

Au dessert, les discours suivants ont été prononcés :

DISCOURS DE M. L. TRARIEUX (1)

Citoyennes et Citoyens,

J'oublie pour quelques instants mes amis de la Ligue, cette table et ce banquet pour songer à la Patrie, et pour acclamer la nouvelle assemblée législative, qui, à peine réunie, a, par son vote de cet après-midi, si fièrement, si triomphalement confirmé nos espérances. (*Applaudissements.*)

Je m'en réjouis pour l'avenir de la France! J'en suis heureux et fier comme républicain! J'envoie à tous nos nouveaux amis de la Chambre et à la Chambre tout entière nos encouragements et l'expression de notre confiance dès à présent méritée, et justifiée, je l'espère, pour toute la législature, par ce premier acte! (*Applaudissements.*)

Je remercie M. Bourgeois du langage qu'il a su faire entendre dans son appel à l'union et à la concorde.

Je ne parle pas, bien entendu, de l'union et de la concorde, qui ne sont que l'effacement pusillanime des souvenirs que les justes réparations pourraient seules écarter, (*applaudissements*) je parle de cette union et de cette concorde fécondes, naturelles aux cœurs qui se sentent rapprochés par des idées et des espérances communes, qui se confondent et se rapprochent les uns des autres pour travailler au bien du pays, ne se sentant un éloignement irréparable que pour les mal-fauteurs qui, dans ces dernières années, sous les sugges-

(1) Compte rendu sténographique de MM. Oorcos frères.

tions du fanatisme, ont espéré arrêter la marche du progrès moral, en cherchant à tuer l'idée de liberté, et à déshonorer la justice. (*Applaudissements.*)

Je remercie, après le Président de la Chambre, Guieysse, Buisson, de Pressensé, les trois membres de notre Comité central, qui vont porter fièrement notre drapeau parmi les nouveaux représentants du pays, irrésistiblement résolus à coaliser leurs énergies pour hâter la réalisation des idées à la défense desquelles ils se sont si vaillamment dévoués dans les luttes dernières.

J'en vois d'autres que je suis aussi heureux de saluer : — Doumergue qui, depuis qu'il est des nôtres, nous a été si fidèle. (*Applaudissements.*)

Je vois Breton, cette âme fière et généreuse qui d'elle-même s'est un jour brusquement dressée pour confondre l'hypocrisie et le crime. (*Bravos.*) Je lui envoie aussi ma cordiale poignée de main, en rappelant qu'il eut ce rare mérite d'oublier ses intérêts personnels pour ne songer qu'à son devoir, ce jour glorieux pour lui où il eut la hardiesse de dénoncer les faiblesses d'un ancien premier ministre devant une Chambre qui le connaissait à peine, et où sa témérité pouvait à jamais le perdre. (*Applaudissements.*)

Quant à Delpech, que je vois à mes côtés, c'est le vieux lutteur que tous ici connaissent et estiment. Je sens près de moi son cœur qui bat comme le mien à cette heure, et s'il n'est pas à la Chambre, il est, au Sénat, de ceux qui se montrent de vigilants serviteurs de notre cause. (*Applaudissements.*) Je vois en lui un des compagnons d'armes qui, à plus d'une reprise, nous ont été les plus précieux et les plus utiles. Je suis bien sûr que, comme moi, il sent, à cette heure solennelle, s'agiter dans sa pensée toutes les idées de sa vie, tous ses enthousiasmes de jeunesse, ses convictions et sa foi républicaines. Il a toujours été la résistance à l'injustice et à l'erreur, et sa fermeté est un roc. (*Bravos.*)

Il en est d'autres encore certainement dont les noms mériteraient d'être rappelés, mais le nombre des assis-

tants excusera mes oublis, car je ne puis distinguer à la fois tous mes amis autour de ces tables. Ce que je puis dire seulement, c'est que tous étant de la même famille ont la même nature et le même esprit ; et, du reste, j'en trouverai d'autres un peu plus tard.

Mais cette journée est plus belle encore que nous ne pouvions le prévoir. Le sort semble avoir voulu nous favoriser, car il en est une autre nouvelle qui m'arrive à l'instant et que je vais être également bien heureux de vous apprendre. Celle-ci n'est pas seulement un événement dont on se réjouira en France, on s'en réjouira dans le monde entier. Nous voyons en effet la fin d'une guerre. (*Applaudissements prolongés.*) La fin d'une guerre, qui a trop longtemps déshonoré l'humanité parce qu'elle était l'accablement inhumain et barbare du faible par le fort. (*Bravos.*) Et de cette nouvelle, il ne faudra pas seulement se réjouir pour le faible, mais aussi bien pour ceux qui ont commis la faute première, ceux qui ont abusé de la force, parce qu'elle fera sans doute, il faut l'espérer, disparaître chez eux de sinistres influences et rappellera les grands et glorieux souvenirs laissés trop longtemps dans l'oubli, des Chatam, des Gladstone, de tous les grands hommes qui, pendant longtemps, avaient été, sur la terre anglaise, les apôtres de la justice et de la liberté ! (*Applaudissements.*)

Voici les termes de la dépêche que je viens de recevoir, et qui semble un écho tardif mais encore touchant à recueillir de la conscience humaine.

La paix est signée. Lord Kitchner télégraphie de Prétoria à la date du 30 mai, 11 heures 15 du soir. La paix est signée, le document qui contient les termes de la capitulation a été signé ce soir, ici, à 10 heures 30, par les représentants boers, par Lord Milner et par moi-même.

Je me demande, messieurs, si nous devons envoyer nos compliments de condoléances à M. Rudyard Kipling et à M. Chamberlain ?

UNE VOIX : A bas les Anglais !...

Non, ne disons pas à bas les Anglais ! disons : Vive la paix ! Républicains de l'humanité, disons : Vive la cessation des abus ! Disons surtout : Vive l'amour de l'humanité ! Le progrès n'est-il pas pour nous de voir pénétrer dans le cœur de toutes les nations ce sentiment qui est si profondément ancré dans le nôtre, à savoir que la barbarie n'aura point disparu de l'humanité tant qu'il restera des armes meurtrières aux mains des hommes et qu'il y aura entre eux des luttes sanglantes sur toute la surface du globe ? (*Applaudissements.*)

Certes, je ne suis pas assez ignorant de l'état du monde et des conditions de la vie des peuples pour ne par savoir qu'il nous faudra attendre encore bien longtemps avant que cette espérance se réalise, mais qui ne sait pas espérer ne sait pas non plus travailler à la réalisation du progrès humain. (*Bravos.*)

Messieurs, il y a de nobles et de fécondes illusions dont il faut se garder de décourager les sociétés. Dans tous les cas, saluons de nos vœux et de notre admiration ce peuple noble et fier qui a su avec une indomptable vaillance défendre sa liberté et son honneur et qui, au milieu de cruelles défaites, a su également ne pas un instant faillir aux devoirs de l'humanité ; qui s'emparant sur le champ de bataille des chefs de l'armée qui le combattaient, et, pendant que ses propres chefs étaient internés en Angleterre, ne retenait ses prisonniers que quelques jours dans ses camps retranchés et s'empressait dès qu'il le pouvait de leur rendre la liberté ! (*Applaudissements.*)

Nul autre peuple peut-être sur la terre n'aurait su montrer pareille noblesse de conduite ? Je salue le peuple Boer ! J'envoie en même temps à tous les pères et à toutes les mères qui pleurent les nombreuses victimes tombées sur tant de champs de batailles, le sentiment ému de nos cordiales sympathies !

J'envoie à l'Angleterre l'espérance qu'elle saura se délivrer des malfaiteurs dont elle eut un jour la funeste

pensée de suivre les odieux conseils. Puisse la paix honorable qui couronne une guerre impie, la ramener à d'anciennes traditions de libéralisme plus glorieuses que les folles ambitions de l'impérialisme ! (*Applaudissements.*)

Mais voilà qu'il faut que je revienne un peu sur mes pas, car M. Morhardt, notre cher secrétaire général, me fait passer tout un paquet de lettres d'excuses. Nous sommes plus nombreux ici que les autres années, mais combien plus nombreux encore sont les absents, je ne pourrai matériellement lire toutes les lettres de regrets qui m'ont été envoyées ; il en restera encore un assez gros volume de celles que je ne puis me dispenser de faire passer sous vos yeux.

Je dirai tout d'abord, *ab Jove principium*, que je souligne avec bonheur dans le nom que j'ai sous les yeux, la rentrée au Parlement d'un vétéran de notre histoire contemporaine, qui va apporter au Sénat, lorsqu'il y aura fait son entrée, la vigueur de son caractère décidé, de ses sentiments de républicain indomptable, qui n'a pas assez d'une République qui discute ses origines et se fractionne, qui la veut tout d'un bloc. (*Cris : Vive Clemenceau !*)

Paris, 28 mai 1902.

Cher Monsieur et Ami,

Vous ne pouvez pas douter du grand plaisir que j'aurais eu à fêter avec mes amis de la Ligue des Droits de l'Homme, les élections de Ferdinand Buisson, de Paul Guieysse et de Francis de Pressensé dont tous les républicains ne peuvent que se réjouir hautement.

Par malheur, je relève de maladie, et une récente rechûte a mis mon médecin dans le cas de m'interdire de sortir le soir après le soleil couché. Veuillez donc m'excuser, je vous prie, et dire à nos trois amis combien j'aurais été heureux de mêler mes acclamations à celles des ligneurs. En même temps, veuillez offrir mes remerciements cordiaux à la Ligue des Droits de l'Homme pour son aimable invitation et croyez-moi à vous bien cordialement.

G. CLEMENCEAU.

Les excuses qui suivent sont d'un autre de nos collègues. Il s'agit d'un caractère moins bouillant qui n'a pas besoin, Dieu merci, comme Clemenceau, des soins du médecin. Il sait les rendre inutiles ! Il m'écrit de Pons :

Pons, le 28 mai 1902.

Monsieur,

Ce serait pour moi un vrai plaisir de fêter les trois membres de votre Comité central élus députés, en assistant à votre banquet du 1^{er} juin. Mais je me sens si à l'aise dans mon coin de Saintonge que je ne le quitterai qu'au dernier moment pour être présent à la première réunion du Sénat.

Agréez donc, Monsieur, avec mes regrets de n'être pas des vôtres, l'assurance de mes sentiments très distingués.

E. COMBES.

Il y a peut-être bien quelque malice dans cette prudence. Il est possible qu'en Saintonge on attende avec moins d'embarras qu'au milieu de nous, parce qu'on a moins d'indiscrets autour de soi, les arrêts de la fortune. On y échappe mieux à l'importunité du reportage. C'est un sage que notre cher collègue M. Combes, et je suis bien aise de voir que sa santé semble le destiner elle-même au grand rôle qu'une certaine rumeur lui réserve.

Puisse-t-il alors, c'est mon vœu bien sincère, amplement réparer ses forces pour les nouveaux efforts de travail que nous pouvons avoir à demander à son dévouement si souvent éprouvé déjà.

Voici un autre nom qui nous conduit en Algérie. Pour celui-là, je vous demande des applaudissements répétés, car c'est le vainqueur de cet ogre formidable qui s'appelle Drumont. (*Applaudissements prolongés.*)

C'est lui qui depuis plusieurs années combat sans trêve, en Algérie ce fléau public. Sa persévérance a fini par triompher, et enfin, il a fait mordre la poussière à son adversaire qui, malgré une défaite écrasante, trouve encore le moyen de prodiguer les outrages et les injures

à la République et aux républicains ! C'est M. Géroente, mon bien cher collègue au Sénat, qui a eu le grand mérite d'avoir terminé ce combat épique, et j'envoie également à ce soldat du devoir, nos profonds sentiments de reconnaissance. (*Cris : Vive Géroente !*)

Alger, le 30 mai 1902.

Je reçois votre invitation pour le banquet de dimanche. Je suis retenu ici par les élections municipales qui auront lieu dimanche prochain. Nous avons à faire un dernier effort pour assurer notre troisième victoire à Alger, qui sera la victoire finale. Je vous prie d'agréer mes excuses et l'assurance de ma participation de tout cœur à la joie commune.

Amitiés.

GÉROENTE.

Je ne dois pas non plus passer sous silence la lettre d'excuse de M. Labori.

M. Labori a eu, dans l'affaire qui nous a tant bouleversés et à laquelle nous restons toujours fidèlement attachés, des journées si glorieuses, il a été en même temps la victime de si lâches et si criminels attentats que nul n'a plus de titres que lui pour nous faire regretter une involontaire absence. (*Applaudissements.*)

Labori nous envoie l'expression du regret suivant :

41, rue Condorcet, Paris.

Cher Monsieur Morhardt,

J'ai été très sensible à l'invitation que vous avez bien voulu me faire l'honneur de me transmettre au nom de la Ligne des Droits de l'Homme, pour le banquet du 1^{er} juin.

J'aurais vivement souhaité pouvoir y assister et me joindre à cette occasion aux amis de MM. Ferdinand Buisson, Paul Guieysse et Francis de Pressensé. Malheureusement je suis obligé de m'absenter de Paris dimanche prochain pour une affaire que je n'ai pu réussir à ajourner et qui me privera de ce grand plaisir.

Je vous prie de recevoir, cher Monsieur Morhardt, pour le Comité de la Ligne des Droits de l'Homme et pour vous-même, tous mes remerciements avec tous mes bien vifs regrets, et d'agréer l'expression de mes sentiments les plus distingués.

LABORI.

Viennent maintenant : M. Leblois, le courageux compagnon des premières luttes ; M. Henri Mornard, l'avocat dont une seule plaidoirie a suffi à illustrer le nom à la Cour de cassation et qui rend à la Ligue, à cette heure encore, les plus importants services ; M. Perréal, sénateur de l'Hérault ; c'est enfin, le lieutenant-colonel Picquart, auquel vont tous les regrets de ne pas le voir dans cette grande fête dont il serait l'orgueil. (*Applaudissements. Cris : Vive Picquart !*)

Le lieutenant-colonel Picquart nous écrit :

Paris, 29 mai 1902.

Cher Monsieur Morhardt,

Je vous remercie de l'invitation que vous m'avez transmise.

Je ne pourrais pas être des vôtres dimanche, mais je me joins de cœur et de pensée aux acclamations avec lesquelles vous saluerez les trois vaillants champions dont vous fêtez le succès.

Toutes mes amitiés.

G. PICQUART.

Ce ne sont que quatre ou cinq lignes, mais comme elles disent les sentiments, non pas certes d'abandon, mais de douloureuse tristesse qui sont au fond de ce grand cœur ! C'est ainsi qu'il lui convient de parler ; c'est ainsi que les âmes héroïques se déclarent. Peut-être, sous l'impression d'une juste amertume, fuit-il les foules, même celles où ne se rencontreraient que des amis.

Il y a sans doute, des réparations déjà faites, mais il y en a à demander de plus nécessaires encore... C'est la protestation d'un éloquent silence qui semble ici se faire entendre. (*Très bien ! — Bravos.*)

Vient tout logiquement après Picquart, Emile Zola qui ne s'est pas contenté de mettre la vérité en marche mais qui continue à s'occuper de cette vérité, qui ne cesse de la regarder marcher ; qui trouve qu'elle ne va pas selon ses vœux et qui de temps à autre sait lui imprimer une impulsion nouvelle. N'est-ce pas lui

qui, dans une lettre qui a fait sensation il y a quelques jours, disait : « Quoi ! On ose dire que j'abandonne une malheureuse victime ! Plus que jamais, je lui suis fidèle, car tant que justice ne lui sera pas rendue, la France ne sera pas guérie du mal honteux dont elle souffre. »

Voici la lettre d'excuses de Zola :

Paris, 25 mai 1902.

Cher Monsieur Morhardt,

Je ne puis, à mon grand regret, être des vôtres dimanche prochain, car je serai ce jour-là à la campagne. Mais je serai quand même avec vous, de toute ma sympathie, pour fêter MM. Ferdinand Buisson, Paul Guieysse et Francis de Pressensé, les nouveaux députés, dont nous attendons une grande et bonne besogne.

Bien cordialement.

EMILE ZOLA.

J'en dois passer, et des meilleurs, mais je retiens, en feuilletant, les noms de M. Pascal Grousset, d'Emile Bourgeois, de Painlevé, de M. le sénateur Poirrier, de M. Chambige, de M. Clovis Hugues, de M. Lapicque dont le courage s'est récemment témoigné dans les Vosges ; (*Applaudissements*) de M. Raux, de M. le D^r Gaud, président de la section des Deux-Sèvres. Ce sont aussi les présidents de la section de St-Nazaire, de la section de Royan, de Rodez, de la section toulousaine ; enfin, pour la bonne bouche, c'est une dépêche d'amis étrangers, la dépêche d'une ligue sœur de la nôtre, car vous savez que la Belgique a vu se fonder il y a quelques années une Ligue à l'inauguration de laquelle j'ai eu l'honneur de présider. Le président de cette Ligue, M. Rousseau, professeur à l'Université belge, m'écrit :

Bruxelles, le 5 juin 1902.

Retenu à Bruxelles par des devoirs impérieux, je regrette vivement de n'avoir pu me rendre à la réunion d'hier soir et de ne pouvoir assister à la manifestation d'aujourd'hui. Je m'y

associe de tout cœur et j'adresse à MM. Buisson, Guieyasse et de Pressensé, au nom de la Ligne belge des Droits de l'Homme, nos bien chaleureuses félicitations et l'expression de nos profondes sympathies.

ROUSSEAU.

J'ai une dernière dépêche à vous lire, Messieurs ; celle-ci est une réponse à un des vœux émis hier par notre Assemblée générale. M. Alfred Dreyfus m'a adressé ce matin la lettre suivante que j'ai trouvée bien touchante :

Dimanche matin.

Cher Monsieur,

Je lis à l'instant dans *l'Aurore* l'admirable et courageux vœu que la Ligue a émis sur votre proposition. Je suis si profondément ému que je ne puis que vous envoyer l'expression de toute ma reconnaissance, vous remercier du plus profond de mon cœur en mon nom, au nom de ma femme et de mes enfants.

Votre tout dévoué.

A. DREYFUS.

J'ai dit un jour à ce malheureux et je le lui répète aujourd'hui : « Vous, au moins, vous avez une compensation. On dit : Heureux ceux qui souffrent pour la justice. Vous avez peut-être eu ce bonheur d'être le martyr de l'injustice et d'avoir été, dans l'histoire de votre pays, un enseignement et un exemple qui contribueront à rendre impossible le retour des iniquités et des crimes dont vous avez été abreuvé. Vous aurez souffert pour le bien de l'humanité ! » (*Bravos. Cris : Vive Dreyfus !*)

Mais je ne suis point au bout. Ma tâche, quelque longue qu'elle soit, est loin d'être encore achevée.

Je dois maintenant songer à ceux qui sont en tête de notre programme et pour finir par eux, j'espère qu'ils ne seront pas les moins bien servis.

Quel triomphe, Messieurs, pour la Ligue ! Aujourd'hui, elle compte à la Chambre 56 adhérents. C'est tout un nouveau parti qui se constitue.

Et ce ne sont pas seulement des collègues de la Ligue que nous comptons parmi ces 56 recrues, nous y trouvons trois membres considérables de son Comité directeur.

Buisson, c'est par vous que je commence. Vous avez, je crois, le droit d'ainesse. Il y a bien longtemps que je vous connais. J'ai pour vous une très grande estime, parce que vous êtes un homme de toute pièce. (*Bravos. Cris : Vive Buisson !*)

Il n'est pas possible de biaiser avec vous ! Vous êtes imprenable par les mouvements tournants. On dirait que vous avez les yeux partout ; vous êtes vigilant, rien ne vous échappe. Vous êtes l'intelligence alerte et vivante qui est ouverte sur tout. De plus, vous avez été un travailleur merveilleux, et à un âge où les hommes, surtout les anciens fonctionnaires, songent à la retraite, et au repos, vous avez préparé de nouvelles thèses et vous êtes devenu un de nos brillants professeurs à la Sorbonne, où votre chaire est aujourd'hui l'honneur de notre Université.

Voilà, alors que vous êtes venu avec nous. Vous êtes un vaillant, un fort, qui se prodigue. Vous vous êtes laissé séduire par nos allures combatives. Il ne vous a pas suffi même d'apporter votre précieux concours aux réunions de la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen, vous avez voulu encore, tant vous aviez de zèle, travailler aux œuvres des universités populaires. (*Très bien !*)

On vous a vu partout ; votre parole féconde s'est répandue en tous lieux, jetant des semences qui éclairent l'intelligence de vos auditeurs, enrichissent leur pensée, et leur montrent des horizons nouveaux sur l'avenir de la société et de la République. Vous êtes devenu un des promoteurs les plus actifs des idées de progrès. Il était naturel que les portes de la Chambre s'ouvrissent devant vous, et voici, en effet, que l'assemblée législative elle-même va bientôt vous écouter et que nous aurons, pour lui faire aimer

nos doctrines, votre langue persuasive. (*Bravos. Cris : Vive Buisson !*)

Ce ne sont pas des compliments d'adulateur que je vous adresse. Non, tout ce que je vous dis, je le pense et nous verrons avant longtemps si j'exagère.

Après M. Buisson, le second membre du Comité directeur de la Ligue qui entre à la Chambre se signale, lui aussi, par des qualités qui sont plus que des promesses car elles ont réalisé leurs espérances. Celui-ci est M. Guieysse. Lui, c'est un irréductible, et, aussi bien, c'est un Breton ! c'est un Breton bretonnant, un de ces bleus de Bretagne qui ne laissent rien à espérer aux adversaires qui ont entrepris de le combattre. (*Très bien !*)

Cette conscience est un bloc. Ce cœur est d'or. C'est un homme d'une intelligence également des plus lumineuses, qui, dans toutes les questions où il a pris parti, a montré la supériorité de ses vues politiques et la droiture de ses pensées. Il l'a montré vingt fois à la Chambre ; il l'a montré surtout dans cette discussion sur le projet de loi des retraites ouvrières dont il était le rapporteur.

La Révolution française avait dit : Il n'y a pas de pire faute que la misère ; il n'y a pas de pire imprudence pour un peuple que de ne pas réaliser tout d'abord le progrès de l'extinction de la misère ; qui est devant tous les yeux. La misère éteint en effet dans les âmes, tous les sentiments de dignité et finit par conduire au crime. Un Etat n'a pas le droit de se désintéresser des conséquences que peuvent avoir ces éléments de dégradation morale si on les laisse fermenter au sein de la nation. Le pays a le devoir en outre, au point de vue de l'humanité, de ne pas laisser la souffrance humaine sans soulagement. Ce n'est pas seulement la charité qui peut remédier à ce grand fardeau de la misère qui pèse sur une société, c'est un devoir commun de solidarité qui oblige la société elle-même à réaliser les ressources qui sont nécessaires

et à ne pas s'épargner, s'il le faut, de grands sacrifices lorsqu'il s'agit de ne pas laisser mourir de faim les pauvres, les malheureux, les vieillards, les enfants, les ouvriers sans travail, les veuves, les malades, à la porte des demeures somptueuses de nos grandes villes. (*Applaudissements.*)

Mais, M. Guieysse n'est pas seulement un philanthrope. Comme il est né sur le bord de la mer, par la force des choses, c'est un grand marin ; c'est notre marin à la Ligue. Toutes les fois que nous avons besoin de la marine, et Dieu sait si nous avons à y faire, quand nous avons à nous occuper de la boucle, de la double boucle, des souffrances horribles qu'endurent à bord de nos navires les pauvres malheureux qu'on y transporte, Guieysse a toujours été notre auxiliaire le plus dévoué et le plus empressé.

Il nous a fait un jour à la Ligue une conférence très belle, sur Hoche. Mieux que personne il pouvait comprendre ce que fut ce grand soldat. Je me rappelle, car je présidais cette conférence, quelques traits de son discours : il rappela ce grand mot de Hoche à propos de la pacification de la Vendée :

L'ennemi n'est pas la Vendée, l'ennemi n'est pas l'Allemagne ; il faut repousser l'Allemagne et rallier la Vendée, et se jeter sur l'Anglais, le seul ennemi, celui qui entretient la guerre civile et subventionne la coalition européenne.

Il rappela ensuite, quelques traits de caractère de Hoche et notamment ce mot si admirable dans la bouche d'un soldat :

Hoche, fils aîné de la Révolution, comme il aimait à le dire, « abhorrait le gouvernement militaire, et n'avait d'armes que pour faire mettre bas les armes ».

Ce discours, je me le rappelle, m'avait beaucoup intéressé et je m'étais immédiatement levé pour prendre la parole et en tirer cette conclusion :

Un autre sentiment s'éveillait dans mon cœur en entendant parler du général Hoche, et je me demandais, mon colonel (le colonel Cordier, siégeant au bureau à côté de M. Trarieux), si nous n'allions pas tous les deux, crier : Vive l'armée ! à notre tour. Oui nous criions : Vive l'armée ! derrière les généraux qui chassent de l'armée les fripons, qui savent châtier les fauteurs de conspirations, qui ne se présentent pas au pays comme des traîneurs de sabre pour le menacer dans sa liberté, derrière les généraux comme le général Hoche qui savent verser leur sang sur les champs de bataille pour défendre l'intégrité de la Patrie, mais qui ne songent à prendre les armes que pour faire tomber les armes.

De Pressensé va clore la marche, non pas comme un ancien, mais au contraire, comme le plus jeune. Ne croyez pas que, parce qu'il représente Lyon, il soit du Rhône ; non ! il est de tous les départements et de toutes les provinces parce qu'il est de l'humanité. Il n'y a rien qui lui soit étranger : *nihil humani a me alienum puto.*) Tous les généreux sentiments sont dans son cœur et il y obéit avec une admirable simplicité ! La nature l'a fait ainsi ! Je reconnais d'ailleurs, mais c'est encore la nature, que ses parents y ont aussi bien travaillé. (*Bravos.*)

Ceux, mon cher ami, qui ont eu le bonheur, comme moi, de connaître et d'aimer votre père, ceux surtout, qui savent quels trésors de bonté et d'humanité il y avait dans le cœur de votre mère, (*applaudissements*) tous ceux-là comprendront ce que vous êtes devenu après votre jeunesse et comment vous avez su réaliser les grandes espérances qui avaient été placées sur votre tête.

Tenez, aujourd'hui, j'ouvrais un petit livre de vers de votre mère et laissez-moi lire à nos amis une pièce de vers où je vois comme l'histoire de son influence éducatrice.

Mme de Pressensé, qui était la femme, vous le savez, d'un des grands pasteurs protestants de son époque, car M. de Pressensé, tout en étant d'un esprit très haut, très indépendant et très large, n'en était pas moins ministre d'un culte, mais le ministre de la vérité, de la

bonté, de la charité, Mme de Pressensé, semblait inspirée par ces grands enseignements, et nous en entendons l'écho profond dans sa pièce de vers intitulée : « Aux heureux de ce monde ». Voici cette pièce :

AUX HEUREUX

Si vous êtes parmi les heureux de la terre,
Si vous possédez trop quand d'autres ont trop peu,
Dites pieusement : « J'ai la part de mon frère,
« Mais c'est la loi de Dieu. »

Puis allez vers le pauvre en disant : « Patience !
« Dieu sait ce qu'il nous faut, la douleur est un bien.
« Qu'importent les ennuis d'une courte existence ?
« L'âme est tout, le corps rien. »

« Il n'est pas après tout, d'ailleurs, tant de distance,
« Entre vous qui souffrez et ceux qu'on dit heureux.
« Nous avons tous nos maux... Egale est la balance,
« Et tout est pour le mieux. »

.

Oh ! lâche hypocrisie ! ô mensonge ! ô blasphème !
Dieu la source de vie et de clarté pour tous,
Dieu l'amour infini, la justice suprême,
Quel desposte cruel et sombre en faites-vous ?

Comment l'aimeront-ils, si toutes leurs misères
Et toutes leurs douleurs sont un décret divin ?
Pauvres, déshérités, misérables, mes frères,
Sachez qu'il n'en est rien.

La volonté de Dieu n'est pas une loi dure,
C'est l'amour, le bonheur, la sainte liberté.
Si la vie est pour vous une longue torture,
Oh ! qu'on ne dise pas que c'est sa volonté.

C'est nous qui la faisons, cette désharmonie.
L'égoïsme hideux est venu tout flétrir,
Et ces factices lois qui gouvernent la vie,
Nous pouvons les haïr.

Car elles ont souillé notre âme et notre monde,
Elles ont endurci les meilleurs, les plus grands ;
Elles nous ont voilé la vérité profonde
Que savent les enfants.

Voilà pourquoi notre âme en soi porte un mystère
De désir indicible et d'étrange douleur
Entre ses murs de glace, ardente prisonnière
De tout être vivant elle se sent la sœur.

Mai 1870.

Il m'a semblé que je trouvais là le lait pur et fortifiant que suçaient vos lèvres, dont avait été nourrie votre jeunesse, les idées fortifiantes dont avait été entretenue votre adolescence et que c'est ce lait pur et immortel qui, plus tard, vous fortifiant encore dans la vie, a fait de vous — je n'exagère rien — un apôtre que je considère comme l'un des maîtres enseignants de nos doctrines humanitaires les plus dignes d'être écoutés. Vous serez l'annonciateur dans la Chambre nouvelle de ces grandes vérités de bonté, de justice, de charité, de solidarité qui sont les sentiments dont on rencontre la trace dans toute votre vie, et qui nous font espérer cette humanité meilleure pour laquelle nous cherchons de toutes nos forces à répandre autour de nous nos fécondantes doctrines. (*Applaudissements.*
Cris : Vive Pressensé !)

Je salue, au nom de la Ligue, ces trois députés qui sont aujourd'hui bien les nôtres. Je n'aime pas à chanter victoire. Je laisse cela à certains partis vantards qui prennent des airs de conquérants même lorsqu'ils battent de l'aile. Cependant, nous avons ce sentiment bien net que, si la République vient de remporter un succès magnifique, qui mettra fin, il faut l'espérer, aux hésitations, aux inquiétudes, aux craintes de ces dernières années, c'est, en particulier, un triomphe pour notre association de la Ligue des Droits de l'Homme, car on doit nous rendre cette justice que c'est nous qui avons été, en somme, des premiers, il y a quatre

ans déjà, à prévoir le danger qui menaçait le pays, et à faire tête à la *Libre Parole*, aux *Croix*, au parti clérical tout entier qui s'efforçaient de le grossir. Oui, personne avant nous n'avait songé à dénoncer à la France toutes ces redoutables tentatives de contre-révolution, toutes ces intrigues des partis de réaction, qui n'ont pu être combattues au grand jour qu'après avoir été démasquées. Nous fûmes les premiers à marcher à la bataille et ce ne sont pas seulement de calomnies que nous fûmes couverts; quelques-uns en rapportèrent des traces de blessures réelles, de blessures physiques : De Pressensé faillit être tué à Toulouse et à Avignon ! (*Applaudissements.*)

Tous furent exposés et beaucoup d'entre nous se sont dit quelquefois : « Mon Dieu, si un de ces jours, au seuil de ma porte, j'étais frappé à mort, personne n'en serait ému; tout le monde dirait : pourquoï a-t-il eu l'imprudence d'attirer ainsi sur lui l'attention des foules ? A certaines heures il s'est déclaré un tel déchaînement de passions mauvaises, un tel vent de folie soufflait sur la France que tout semblait possible.

Jusqu'à ces derniers jours, dans l'Ardèche, par exemple, j'en appelle à M. de Boissy d'Anglas, que j'ai le plaisir de voir ici, c'étaient des cris sauvages de mort, contre ceux qu'on appelait, comme au temps du massacre des Vaudois, des hérétiques. Qu'a-t-on vu dans certaines communes ? des populations qui se rendaient au presbytère ou qui entouraient les églises après les offices et qui demandaient au prêtre l'autorisation de se livrer à une nouvelle Saint-Barthélemy. Et l'autorisation n'étant pas donnée, ce furent, dans divers endroits, des massacres symboliques. Est-ce qu'on n'a pas apporté, sur des places publiques, des boucs, des brebis, qui représentaient le juif, le franc-maçon, le protestant ? Est-ce qu'on ne les a pas égorgés et fait brûler ensuite sur un bûcher ?

Voilà les sentiments qui existent encore dans une partie de la France. Nous voyons ainsi ce qui nous reste à faire pour extirper les mauvais germes de superstition et de fanatisme qu'entretiennent les vieux souvenirs de nos guerres religieuses, et pour semer à la place, sur toute la surface du pays les sentiments, qui enseignés par notre grande charte républicaine, feraient de la France, le jour où ils seraient dans tous les cœurs, la plus admirable démocratie.

Mes chers collègues, je vous demande de boire à nos amis. Je lève mon verre à Buisson. Je lève mon verre à Guieysse. Je lève mon verre à de Pressensé. Je lève mon verre à vous tous, car nous sommes inséparables. Nos coudes se rapprochent. Nous nous reconnaissons les mêmes pensées, les mêmes désirs, la même ambition, c'est de travailler au bien de notre pays, non pas seulement à l'agrandissement de sa force matérielle, à l'augmentation de ses richesses, mais aussi à son bien moral, de travailler à tout ce qui peut dans les relations des citoyens qui doivent être des frères, effacer les rancunes, extirper les mauvais sentiments et amener par la justice la véritable paix sociale.

Je lève mon verre, Messieurs, à ce nouvel âge d'or. Je souhaite que vous travailliez plus que jamais à sa réalisation, car les résultats nous encouragent, — et j'exprime d'avance notre reconnaissance à tous ceux qui sauront donner, au premier rang, l'exemple du zèle et du dévouement. (*Bravos répétés et chaleureux applaudissements.*)

DISCOURS DE M. PAUL GUIEYSSE

Mon cher président,

Etant l'aîné, à la Chambre, de mes deux collègues du Comité central, c'est à moi que revient de vous dire, en leur nom et au mien, combien nous sommes

profondément émus de vos si cordiales félicitations. Aux délégués des sections venus de tous les points du territoire je peux affirmer que leur chaleureuse manifestation nous guidera encore plus sûrement dans la voie tracée par la Ligue des Droits de l'Homme.

Mais je ne veux pas vous adresser de simples remerciements personnels. Puisque nous sommes réunis ici avec le droit, il me semble, de causer un peu de la politique actuelle, et le succès des candidats du Bloc républicain aujourd'hui même à la Chambre est un indice qu'elle sera bonne, permettez-moi, pour tous mes collègues ici présents, de souhaiter la bienvenue, à l'occasion de leur entrée au Parlement, à nos deux nouveaux collègues, que je suis si heureux et si fier de pouvoir appeler mes amis. (*Applaudissements.*)

Vous avez pu tous juger de l'apreté de la lutte qu'ont menée contre nous les nationalistes; nous étions d'autant plus désignés à leurs coups que nous représentons les Droits de l'Homme, c'est-à-dire les principes de Justice et de Vérité. Mais nous ne saurions assez faire connaître quelle force nous avons trouvée dans le sentiment de notre solidarité avec vous tous. Quant à moi, je n'oublierai jamais l'action produite par la lettre si réconfortante que m'a adressée, au nom du Comité central, notre président Trarieux, et dont je le remercie encore chaleureusement.

J'ai le ferme espoir que les républicains comprennent enfin les lourds et graves devoirs qui leur incombent, et j'y compte pleinement quand je vois parmi les nouveaux élus des hommes aussi vaillants, probes et droits que les représentants Buisson et de Pressensé, qui ont prouvé par leur vie passée qu'ils sont toujours prêts à soutenir sans défaillance les luttes les plus ardues pour le droit et la vérité. (*Vifs applaudissements.*)

Nos convictions sont les mêmes; tous, nous pensons qu'après les luttes des dernières années, les responsabilités de chacun ont grandi, et qu'il s'agit non de

discourir, ce qui masque trop souvent la faiblesse des résolutions, mais d'agir. Assez de la politique des politiciens : l'heure est sonnée depuis longtemps d'aborder de front les difficultés, et, au lendemain de notre triomphe, nous ne saurions admettre que les vaincus de la veille, parce qu'ils se disent républicains, fussent appelés de nouveau à présider aux destinées de la République ; nous ne saurions admettre davantage que, venus au pouvoir, les hommes en qui le pays met sa confiance, n'eussent pas pour premier soin de modifier l'état de choses actuel et d'empêcher que désormais ceux qui sont sensés servir la République et qui vivent par elle continuent de la trahir. (*Applaudissements.*)

Les leçons que nous avons reçues prouvent assez que ce n'est pas avec des compromissions et des défaillances que nous pourrons dégager la République de ses entraves. L'apaisement, vous avez vu, vous voyez chaque jour ce qu'il produit. (*Applaudissements.*) C'est la lutte qu'il faut accepter, (*vifs applaudissements*) la lutte sans un jour de repos ; telle est, pour notre société la question vitale. (*Applaudissements prolongés.*) Jusqu'à ce jour, sous couleur de générosité, les républicains n'ont jamais su se défendre alors qu'ils étaient les plus forts ; eh bien, nous sommes las de ce rôle de dupes. Que les leçons du passé portent leurs fruits, nous ne devons plus nous contenter de nous défendre, sachons à notre tour prendre l'offensive. Désormais plus de trêve possible entre la République d'une part, et de l'autre ses deux mortels ennemis : le cléricalisme et le militarisme. (*Applaudissements répétés.*)

Vous avez tous lu, citoyens, dans le compte-rendu du banquet de Lyon où se trouvaient réunis les représentants de la grande cité républicaine, le minimum du programme commun à tous les républicains, présenté par Francis de Pressensé :

Séparation des Eglises et de l'Etat.

Abrogation de la loi Falloux.

Réduction du temps de service militaire.

Impôt sur le revenu et caisses de retraites.

C'est un programme sur lequel il est bien facile à tous les républicains de se grouper en dehors de toute question de doctrine. (*Applaudissements.*)

J'y ajoute encore l'engagement de veiller avec vigilance à l'application de la loi sur les associations, car si cette loi n'est pas tout ce que nous aurions voulu qu'elle fût, encore pourrions-nous en tirer un avantage sérieux pour la société laïque, si nous voulons ne pas la laisser à l'état de lettre morte.

Tout ce programme, ne l'oublions pas, n'est que la mise en pratique de la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen. Remontons toujours aux sources pures des principes. Nos sections se multiplient chaque jour; elles sont la vraie pépinière républicaine.

Je lève mon verre en leur honneur. Je bois à leur prospérité, à leur développement. (*Applaudissements prolongés.*)

DISCOURS DE M. LE PROF^r FOCHIER

Président de la section de Lyon.

Je me lève avec une certaine fierté parce que je viens d'un pays qui a su élire Francis de Pressensé. (*Applaudissements.*)

Cette élection est un honneur pour le parti auquel il appartient, mais c'est un honneur aussi pour celui auquel je me rattache que d'avoir su faire taire certaines appréhensions, et d'être allé du côté des idées de justice sociale, quelque différentes que soient les limites assignées à l'application de cette justice.

Je dirai à ceux qui pensent comme moi : Soyez tranquilles; on n'ira jamais assez loin durant les quatre années de la législature. (*Vifs applaudissements.*) Quels

rêves de rénovation sociale n'avons-nous pas faits, lorsque l'Affaire est venue nous révéler des dangers que nous ne pouvions pas soupçonner? Et qu'a-t-on obtenu depuis? Pas même l'abolition, que dis-je, pas même la réforme des Conseils de guerre. Les abîmes creusés entre les classes de la nation par les différences d'éducation et d'instruction ne seront comblés que lorsqu'il y aura de ce côté tendance à l'unité, et non à la divergence et à la haine.

Je dis aux prudents : Soyez tranquilles, le collectivisme n'est pas près de s'établir parce que des voix éloquentes viendront nous crier : « Justice pour tous ! » Ces voix ne s'élèveront jamais assez haut, ni assez souvent, et, pour ma part, au lendemain de l'élection, j'ai transmis avec bonheur, à Francis de Pressensé, l'expression de la joie et de la confiance des membres de la section lyonnaise de la Ligue des Droits de l'Homme. (*Applaudissements.*)

Cette joie, cette confiance, je suis venu en témoigner ici, parce que Francis de Pressensé n'est pas seulement un député du Rhône, c'est un député de la nation française! (*Applaudissements prolongés.*)

DISCOURS DE M. LEFORT

Président de la section de Rouen.

Mesdames et Messieurs,

Je ne puis, et je le regrette vivement, entonner ce chant de triomphe si bien justifié du représentant de la Ligue lyonnaise. Je suis un peu comme Gargantua (1) — je ne parle pas de la taille : — « Il pleurait comme une vache en pensant à la mort de Badebec sa femme,

(1) L'orateur, après le champagne, avait confondu Gargantua avec Grandgouvier, et Badebec avec Gargamelle. Il s'en excuse et rectifie.

et il riait comme un veau en pensant à la naissance de son fils Pantagruel ». Je suis, moi, heureux, très heureux, de voir le parti républicain triompher en France, mais, d'un autre côté, je ne puis m'empêcher d'éprouver une véritable douleur, quand je songe à ma pauvre ville de Rouen.

Ah ! nous avons été battus et bien battus ! Ceux qui avaient assisté à notre dernière réunion peuvent se souvenir que j'avais parlé de recul. Eh bien ! mais le recul était plus grand que je ne le pensais.

Quelles en sont les causes ? C'est d'abord et avant tout l'universelle araignée, cachée dans les crevasses des murs gothiques, filant sa trame et enlaçant dans ses filets *les berets* — et ils sont légion — les gobe-mouches, les engoulevants, tous ceux qui se paient de mots, persuadés qu'il y a des idées derrière ces mots. On leur a crié : Liberté ! Patrie ! Et ils ont cru que c'étaient la liberté et la patrie que nous menacions !

Ah ! ils ressemblent bien à Riquet, le petit chien noir d'Anatole France, — ou plutôt de ce spirituel et délicieux naïf, M. Bergeret, — Riquet qui, avec ses oreilles velues, n'entendait que ceux qui criaient fort, et non ceux qui apportaient de solides raisons ; Riquet, le jouet constant des apparences !

Et puis nous avons eu le petit commerce — et le petit commerce est tout-puissant. Pour ces gens-là les affaires ne marchaient pas ! A Rouen, depuis 40 ans que je l'habite, je n'ai jamais vu les affaires marcher ! (*Applaudissements.*)

Malgré cela, on s'enrichit. Mais on ne s'enrichit pas si vite qu'on le voudrait, et depuis quelque temps on voyait, non sans une sourde irritation, les sardines rancir dans leurs boîtes multicolores, les pruneaux moisir dans leurs tonneaux, les rossignols s'entasser chez le mercier, le bonnetier, le marchand de blanc ; les quincailliers, les ferblantiers n'étaient pas plus heureux. A qui la faute ? Evidemment aux grands magasins. Aux grands magasins, donc aux juifs ; aux juifs, donc aux partisans de

la défense républicaine, aux ministériels, et c'est ainsi que notre représentant a été battu.

A cette liste des petits commerçants, il fait ajouter celle des industriels, des bourgeois fils de bourgeois, qui n'ont jamais vu, qui n'ont jamais apprécié dans la Révolution de 1789 qu'une chose, c'est qu'elle leur a permis de se substituer à la noblesse qui les offusquait. (*Applaudissements.*)

Cette besogne faite, pour eux la Révolution était terminée. Tout était bien désormais ; à quoi bon parler d'autre chose ? (*Applaudissements.*)

Puis enfin il y a peut-être eu des fautes commises même par nos amis au pouvoir. Vous à Paris, vous êtes dans une ville pleine de lumière rayonnante, éclairés sur tous les points ! pour nous, pauvres provinciaux, ce n'est pas la même chose ; il y a des choses que nous ne nous expliquons pas. Tenez, voilà par exemple la loi de la réglementation des heures, c'est une loi à laquelle nous ne sommes nullement hostiles. Mais cette loi là, on l'a faite peut-être un peu vite et surtout d'une façon trop simple, et il ne faut pas croire que ce qui est simple soit toujours ce qu'il y a de mieux. Hé bien ! au moment des élections j'ai causé avec beaucoup d'ouvriers, qui me disaient : C'est très bien ce que vous nous dites, il ne faut pas, nous le comprenons, que nous nous concurrencions nous mêmes, que nous mettions trop de notre travail sur le marché, parce qu'alors nous en avilissons le prix ; mais la nouvelle loi, uniformément appliquée, ne s'est point préoccupée des ouvriers du bâtiment par exemple qui ne travaillent que 6 ou 7 heures en hiver. Pourquoi en été ne les laisserait-on pas travailler plus longtemps ?

Et diable ! n'étant pas parisien, n'ayant pas vos lumières, je ne savais que répondre.

Nous avons eu, nous aussi, bien entendu, les dames quêteuses. Avec l'argent qui a afflué, on aurait pris n'importe qui pour en faire un député, il était élu à l'avance.

Je ne voudrais pas non plus voir écrire ce que je vais dire ; mais, mon Dieu ! que les députés aurent plaisir à connaître le nouveau député de Rouen !

Mais ce n'est pas là pour nous une consolation. Aussi soyons plus sages à l'avenir, et surtout défions-nous de la vieille araignée dont je parlais, et qui nous a si bien pris dans sa toile.

On nous a tout à l'heure exposé un programme magnifique. J'espère que la nouvelle assemblée le réalisera. Cependant, je suis vieux et un peu pessimiste à mes heures. Aussi, à propos de tant et de si belles réformes entrevues, permettez-moi de vous citer un tout petit fait de l'histoire de Louis XI, un roi dont on a dit beaucoup de mal, et dont il y a peut-être à dire beaucoup de bien. Louis XI était malade, très désireux de vivre et très soucieux de sa santé ; aussi faisait-il dire force messes pour recouvrer cette santé si précieuse. Or, il y a un saint... — vous ignorez cela, car je vous soupçonne fort de ne point assez lire la vie édifiante des saints, — il y a donc un saint tout indiqué pour ceux qui veulent avoir la santé du corps : il s'appelle saint Eutrope ; c'est lui que le prêtre, à la messe à laquelle assistait le roi, invoquait avec ardeur et force génuflexions. Il disait donc en latin, que je traduis pour vous : « Saint Eutrope, je te prie, donne au roi Louis XI, notre bon seigneur, la santé de l'âme et la santé du corps. » Louis XI, qui entendait quelque peu le latin, fit alors arrêter ce brave curé au milieu de son *oremus* en lui disant : « Homme de Dieu, gardez-vous d'ennuyer saint Eutrope en lui demandant trop de choses. Qu'il me fasse avoir la santé du corps et je suis satisfait. »

Hé bien, moi, je dirai à nos amis, aujourd'hui nommés députés, débarrassez-nous, je vous en supplie, et avant tout, du cléricisme ; faites en sorte que tous ces suppôts de Rome, qui ne peuvent pas reconnaître la liberté de conscience sans manquer à leur conscience, puisque le Pape infallible, leur chef, anathématise la liberté de

conscience comme une chose abominable, que ces gens-là n'aient plus le droit de former l'âme et l'esprit de nos enfants. (*Applaudissements.*) Ce point obtenu, mais là, bien obtenu, le reste vous arrivera par surcroît. C'est la grâce que je vous souhaite à tous. (*Bravos prolongés.*)

CRIS NOMBREUX : Buisson ! Buisson !

M. LE PRÉSIDENT. — De nombreux orateurs sont encore inscrits. Mais enfin déférant au vœu unanime de nos amis, je donne la parole à M. Ferdinand Buisson.

DISCOURS DE M. FERDINAND BUISSON

Mesdames et Messieurs,

Ce n'est pas une très bonne condition que de commencer comme on me fait commencer. Voilà qu'involontairement je prends leur tour de parole à des amis qui y comptaient ; vais-je donc débiter par un passe-droit dans cette vie de député pour laquelle vous me faisiez tout à l'heure tant de bons souhaits ?

Je devrais tout d'abord vous remercier ; je n'ose pas le faire, d'abord parce que je ne répondrais jamais suffisamment à l'excès de sympathie qui m'a été témoigné. Il me faudrait réfuter point par point les paroles beaucoup trop élogieuses de notre président. Il vous a dit qu'il me faisait l'honneur d'avoir de l'amitié l'a rendu un peu aveugle, contre sa coutume. — Il est bien rare qu'on trouve ainsi en défaut sa perspicacité. Vous lui pardonnerez l'erreur qu'il commet et dont je bénéficie, en vous rappelant qu'il nous a habitués

à compter sur une clairvoyance, qui n'a d'égale que son courage à dire la vérité quand il l'a découverte.

Et puis, Messieurs, ni vos félicitations, ni mes remerciements ne sont le sujet qui nous intéresse le plus en ce moment, ni vous ni moi. Ce qui nous intéresse tous ici, c'est l'occasion que nous donne zette réunion, de jeter un regard sur notre passé, de nous rendre un peu compte du chemin parcouru et du point où nous sommes arrivés.

Nous savons tous que notre chère Ligue a eu pour point de départ un fait spécial, fait tragique, il est vrai, qui nous a secoués avec une soudaine violence. Ce fait particulier nous a mis tout à coup face à face avec un devoir imprévu, et si impérieux qu'il ne nous a pas été possible de transiger avec lui. Dans l'histoire morale de notre pays, ce sera l'honneur de notre président d'avoir été, on peut le dire, le premier à voir dans toute son ampleur, ce devoir moral, pour lui, pour nous tous, et pour la conscience française. (*Applaudissements.*)

Ce devoir nous est paru à propos d'un cas, heureusement exceptionnel, mais où se trouvaient réunies toutes les circonstances qui pouvaient, qui devaient non seulement nous émouvoir tous, mais nous faire rompre avec les habitudes de prudence, de précautions, de sagesse politique, avec nos traditions d'esprit, avec les règles de vie sociale et professionnelle les plus respectées et les plus chères, et même, il faut le dire, avec certaines bienséances dont nous aurions désiré ne pas nous départir.

Il l'a bien fallu cependant, parce qu'il a fallu obéir à la conscience qui l'emporte sur tout le reste. Et le sentiment de cette obligation supérieure a été notre lien à tous : par dessus toutes les divergences d'éducation, de croyances, d'esprit, nous nous sommes tous sentis les esclaves du même devoir. Et c'est cela, oui, cela seul qui a fait notre unité.

On pouvait croire que, partant de là, de ce drame qu'a été l'affaire Dreyfus, nous étions sur un terrain bien étroit et que nous y resterions. On pouvait croire que notre tâche allait finir avec l'Affaire, non pas sans doute le jour où, par une fausse sagesse politique, on aurait artificiellement supprimé le problème par le silence au moment où il fallait le résoudre par le droit, mais du moins le jour où l'Affaire serait finie. Beaucoup ont cru que la Ligue ne lui survivrait pas et, cette victoire gagnée, aurait achevé sa tâche. Il n'en a pas été ainsi, il n'en sera pas ainsi.

Et pourquoi ? C'est que tout d'abord la Ligue, au lieu de se borner à faire des appels au sentiment qui pouvaient être éloquents, nobles, généreux, émouvants, la Ligue a cherché des principes, c'est sur le terrain des principes qu'elle a voulu fonder un édifice nouveau. C'est pour cela qu'elle a pris comme charte la Déclaration des Droits de l'Homme. En faisant cela, elle s'est placée non pas dans les conditions éphémères de la vie politique qui passionne les masses, mais dans la région sereine des vérités éternelles.

On peut réduire à deux grandes idées, à deux principes la Déclaration des Droits de l'Homme, cet Évangile de la démocratie moderne.

Ces deux bases de la foi républicaine sont, d'une part, la souveraineté de la nation, d'autre part, la liberté de l'individu. De ces deux principes, la Ligue s'est appliquée à en faire ce que j'appellerai la prédication en France ; elle les a renouvelés, elle les a, en quelque sorte tirés de l'oubli, ces deux dogmes de la raison politique, qui sont en apparence des vérités banales et qu'on avait coutume de répéter sans en pénétrer le sens profond, sans en deviner les lointaines conséquences. Notre Ligue a su leur donner une portée nouvelle à ces deux principes, — tout d'abord en les appliquant résolument à la terrible Affaire.

Le premier est la souveraineté nationale ! Oui, la Ligue a soutenu avec la plus grande énergie que la

nation est souveraine et que son droit est d'établir sa suprématie au-dessus de toutes les prétendues infailibilités, celles de l'Eglise ou celle de l'armée. La Ligue s'est faite, suivant l'expression que notre président employait tout à l'heure, l'annonciatrice de cette manière, nouvelle sans doute, d'entendre la souveraineté nationale. Cela veut dire que la nation doit affirmer son droit souverain, de ne se laisser mener sous aucun prétexte, comme M. Guieysse le disait tout à l'heure, ni par le militarisme, ni par le cléricalisme.

Mais pourquoi cette souveraineté ?

Précisément parce que la nation en a besoin pour être en état de remplir son devoir, tout son devoir. Il y a un devoir pour les peuples comme pour les individus, et il faut que les uns comme les autres soient libres de leur personne pour pouvoir se conformer aux lois éternelles de la conscience.

Nous avons fait cela à propos de l'affaire Dreyfus. Mais était-ce seulement pour le capitaine Dreyfus ? Non ; nous l'avons fait par respect pour le droit, par fidélité à la raison et à la conscience humaines.

Quant au second principe, la liberté de l'individu. Ah ! oui, nous l'avons défendu ; notre président nous a donné, à cet égard, le modèle d'une énergie infatigable et d'une invincible obstination. La Ligue est individualiste dans le sens moral et social du mot ; elle est individualiste, car elle respecte et veut faire respecter les devoirs de l'individu ; elle n'admettra jamais qu'il soit permis, sous prétexte de servir des intérêts généraux, de sacrifier la personne, d'anéantir le droit d'un seul individu. (*Applaudissements.*)

C'est pour la défense de ce droit sacré de l'individu que nous avons été heureux de suivre le chef dont l'exemple et la parole étaient devant nous une perpétuelle évocation de l'idée suprême de justice. C'est au nom de ce droit, forme élémentaire et indiscutable de l'idée de justice que nous avons avec lui combattu la raison d'Etat et la raison d'Eglise, depuis le jour où nous récla-

moins seulement les garanties de la procédure, depuis le jour où nous disions : « que le capitaine Dreyfus soit coupable ou innocent, peu nous importe ; nous ne demandons que le respect de la loi, le respect des formes qui protègent l'innocent, et qui protègent même le coupable ». Car nous n'avons jamais voulu admettre qu'un accusé, qu'un condamné même soient exclus du droit humain, quels que puissent être leurs torts. Voilà par où nous avons commencé. (*Applaudissements.*)

Lorsque les luttes de ces années traversent notre mémoire, nous ne pouvons oublier quelques-uns de ceux qui y furent des héros. Picquart... (*applaudissements*) Trarieux, Scheurer-Kestner, qui a été l'initiateur, à qui est dû un tribut particulier d'hommages et de reconnaissance, car il a été le premier à la peine et aux injures, et s'il n'a pas vu de son vivant la reconnaissance publique s'attacher à son nom, il mérite d'avoir sa récompense au fond de notre conscience à tous, et il l'aura un jour, espérons-le, dans la conscience française.

Mais est-ce tout ? Non. Cette assemblée même répond : Non, ce n'est pas tout. Non, la Ligue n'en est pas restée à l'affaire Dreyfus. L'affaire Dreyfus est-elle finie ? (*Cris de : non, non.*) Je le sais trop qu'elle n'est pas finie, et je ne suis pas de ceux qui prendront jamais l'engagement de l'empêcher de renaître, le jour où il sera possible à l'innocent grâcié d'échanger la grâce contre une éclatante réhabilitation. Mais en attendant que la justice se fasse — et je veux espérer que je ne mourrai pas sans avoir vu la justice triompher complètement (*applaudissements*) — en admettant que nous ne puissions plus rien pour cet objet, je dis qu'il y a quelque chose de changé dans la Ligue et par la Ligue, et que ce banquet même en est la preuve. Le fait que nous pouvons compter dans nos rangs, vous disiez, mon cher président, cinquante députés...

M. Trarieux. — Cinquante-six.

M. Buisson. — ... Ce fait est significatif. Il faut bien que la Ligue soit le champion de grandes idées qui dépassent le cadre de l'affaire Dreyfus, pour intéresser à son action, à Paris, en province, à l'étranger, tant et de si chaleureuses et de si diverses sympathies.

C'est qu'en effet, elle a eu d'autres mérites après celui-là. Elle avait appliqué, vous disais-je, les deux vérités fondamentales de la Déclaration à l'affaire d'un capitaine juif qu'elle a sauvé, ou plutôt en qui elle a sauvé l'honneur de la France et de la République. Mais ce commencement l'a menée elle-même plus loin qu'elle n'avait prévu. Peu à peu, d'autres et de bien plus larges applications des mêmes principes se sont imposées à son attention. Peu à peu, au cas particulier de l'affaire Dreyfus se sont ajoutés d'autres cas, si nombreux que c'est tout un programme nouveau de vie politique et sociale qui s'est en quelque sorte spontanément dégagé de nos premières revendications, les dépassant, les élargissant, les dominant comme une grande loi générale déborde les faits particuliers.

Ces deux grands principes que nous avons indiqués dès le début de l'Affaire, il se trouve que nous avons reconnu qu'ils sont l'âme même de la République et de la vie républicaine, et la Ligue en est venue à se proposer d'en faire une application générale.

La souveraineté nationale ? La Ligue ne l'invoque plus seulement pour réclamer contre tel ou tel abus de pouvoir du clergé ou de l'état-major. Elle est en train d'apprendre au public français que la souveraineté nationale ne peut se réaliser si la nation ne prend pas en quelque sorte conscience d'elle-même, si elle ne se recueille pas en un viril effort pour faire tout son devoir et pour remplir sa destinée, pour se mettre en face de ce que vous avez appelé tout à l'heure l'idéal démocratique. La conscience française commence à s'éveiller à cette pensée, à cette notion plus profonde de la vraie souveraineté nationale, qui comporte la responsabilité nationale. Et il y a là pour nous autre chose

qu'un mot. Ah ! laissons dire ceux qui nous traitent de sectaires parce que nous répudions la fausse paix, et voulons la lutte franche contre toutes les forces du passé qui prétendent remettre la nation à l'état de tutelle. Sectaires, parce que nous voulons que la France s'appartienne et n'appartienne plus à des maîtres, même spirituels ; Sectaires, parce que nous voulons la suprématie du pouvoir civil sur le pouvoir militaire, sectaires, parce que nous voulons l'Etat laïque assez fort pour ne plus partager la souveraineté avec l'Eglise, et la nation assez consciente pour vouloir faire ses affaires elle-même.

On veut dire par là, sans doute, que nous avons au cœur une foi aussi ardente que celle que d'autres puisent dans leurs croyances. Notre religion à nous c'est celle même de la Révolution, c'est celle qui a engendré le monde nouveau, celle qui a eu pour tables de la Loi l'immortelle Déclaration des Droits.

C'est la religion de la justice et de la liberté, qui a pour dogmes non plus quelque formule empruntée au passé, mais tout un essor de sublimes espérances pour l'humanité, utopies d'hier, idéal d'aujourd'hui, réalité de demain. Voilà comment nous entendons la souveraineté nationale. C'est le premier de nos deux grands principes, et voici le second.

Propagandistes de cette doctrine de la souveraineté nationale républicaine, nous ne sommes pas moins fervents adeptes de l'autre grande doctrine, celle de la liberté de l'individu. Mais ce n'est plus seulement le mot de liberté que nous voulons. Nous ne croyons plus à la liberté formelle, à la liberté verbale. Nous ne nous contentons plus de cette notion abstraite de la liberté, purement et simplement conçue comme la liberté politique ; nous sentons qu'il y a là une de ces « lâches hypocrisies », que

fêtrissait M^{me} de Pressensé dans les beaux vers que vous nous avez lus.

Non, non, l'homme n'a pas de liberté s'il n'a que la liberté politique ; il n'y a pas de liberté là où il n'est pas réalisé la première de toutes les libertés, la liberté de vivre, la liberté d'être homme. (*Applaudissements.*)

Nous avons la démocratie dans l'ordre politique par le suffrage universel. Nous sommes loin d'avoir la démocratie dans l'ordre économique. Nous en sommes au *b a ba*, nous épelons à peine les premiers mots du livre sacré dans lequel devra s'écrire un jour l'évangile de la démocratie intégrale.

C'est un second chapitre que la République française se doit à elle-même d'écrire sans délai.

Et nous, humble Ligue, d'aspect si modeste, d'allure bourgeoise et d'esprit si mesuré, voici que nous nous mettons à l'œuvre ; notre sens moral, éveillé par l'Affaire, s'applique maintenant à bien d'autres affaires. C'est notre président lui-même, qui n'est pas suspect de tendresse pour le collectivisme qui, tout à l'heure, nous disait : Il ne faut pas oublier que la liberté toute seule ne suffit pas ; il ne faut pas oublier que la société a des devoirs en même temps qu'elle a des droits ; qu'elle a beaucoup à faire envers les faibles, les vieillards, les enfants, les orphelins, tous ceux qui sont dans une de ces situations terribles que nous rencontrons tous les jours, auxquelles nous ne faisons pas attention parce qu'elles sont trop communes ; la fréquence des situations anormales injustes et révoltantes est la seule raison qui fait qu'elles avaient fini par nous paraître presque normales et que nous n'en voyions plus bien l'injustice et que nous ne nous révolions plus.

Et voilà la Ligue qui nous dit : Mais regardez-y donc de plus près. Mais réveillez-vous. Mais ouvrez les yeux, ouvrez le cœur. Il se passe là des choses qui

vous réclament, vous qui vous êtes faits les justiciers volontaires et les redresseurs de tort dans la grande Affaire. Il y a bien d'autres torts à redresser. Vous avez protesté alors pour la liberté de l'individu. Ne protesterez-vous pas en faveur de ces individus, et ils sont légion, qu'on appelle libres et qui meurent de faim ?

L'individu n'est pas libre, eût-il toutes les libertés, quand il n'a pas son pain assuré. (*Applaudissements.*) Non, il n'est pas libre, quand pour gagner son pain, il est obligé d'accepter les conditions que lui offre son patron. Non, il n'est pas libre, celui qui n'a pas une heure de répit, une heure de repos, et de réflexion, où il s'appartienne, où il puisse examiner, penser, réfléchir, lire, faire acte d'homme libre. Celui-là n'est pas arrivé à l'état d'homme véritablement libre, et il a le droit de dire à la société : Tu ne m'as pas donné mon dû ; tu n'as pas réalisé la justice sociale. (*Applaudissements.*)

Voilà ce dont la Ligue s'occupera de plus en plus. Il y a, citoyens, une affaire Dreyfus, partout où il y a un ouvrier qui souffre, un enfant sans instruction, un travailleur sans défense, un vieillard sans asile. (*Vifs applaudissements.*) Il se pose un problème aussi émouvant qu'a pu l'être celui qui nous a réunis au début, partout où se pose une question de justice sociale.

Jadis, nous passions inattentifs, distraits, munis d'une foule d'excellentes raisons pour ne pas nous laisser émouvoir. Aujourd'hui nous ne savons plus nous défendre contre ce trouble et cette émotion. C'est précisément parce que l'affaire Dreyfus a fait tomber bien des écailles de nos yeux et réveillé notre conscience. Il y en a partout, de ces problèmes qui, aujourd'hui, ne nous laissent plus dormir, comme jadis l'Affaire, oui, partout autour de nous, dans la vie politique, économique, sociale, industrielle, familiale. La Ligue, est aujourd'hui comme assiégée de gens qui

s'adressent à elle et qui lui demandent justice, et non pas charité, et non pas pitié. (*Applaudissements.*)

La Ligue que M. Trarieux a fondée, à laquelle son nom restera éternellement attaché, ne peut pas oublier que le premier des Droits de l'Homme c'est de s'appartenir, c'est d'être un homme et non plus un instrument aux mains de celui qui le fait travailler.

Et permettez-moi de vous le faire remarquer, mon cher président, ces trois députés nouveaux — dont l'un heureusement plus ancien, nous montrera le chemin, — ces trois députés réunis dans cette splendide fête républicaine, que représentent-ils, sinon précisément ces idées qui sont en même temps les idées de la Ligue, appliquées non seulement à l'affaire Dreyfus, mais à toute la politique. Qu'y a-t-il de commun entre nous trois? Vous venez de rappeler l'œuvre à laquelle est attaché le nom de M. Guieysse; M. Guieysse est un des hommes qui auront le plus fait, en France, pour réaliser un des droits de l'homme, un des plus sacrés, un des plus élémentaires, car il est juste que l'homme qui a travaillé toute sa vie, que l'ouvrier qui a donné son temps, sa force, sa vie, il est juste que cet homme soit assuré de ne pas finir ses jours sans pain, sans secours, sans asile. Or, aujourd'hui, cela n'est pas; il n'y a rien de plus légal que de mourir de faim. (*Applaudissements.*) M. Guieysse a précisément abordé, sur ce terrain, un des articles essentiels de l'action de la Ligue.

Je ne parlerai pas de moi, qui ne suis qu'un débutant à la Chambre; mais si j'ai quelque chose à y faire, n'est-ce pas de consacrer toutes mes forces, à une autre forme de la même question s'appliquant à un autre âge, à l'égalité des enfants, non pas à l'égalité verbale, mais à l'égalité

réelle devant l'instruction? Je n'insiste pas, vous connaissez le sujet; il est ici familier et cher à tout le monde.

Quant à notre ami de Pressensé, c'est le socialisme même qui entre à la Chambre avec lui, et n'est-il pas le fils légistime de votre Ligue? Et si l'on vient constater que tel ou tel des articles de son programme peut ne pas convenir à tous, à moi peut-être tout le premier, n'aura-t-il pas le droit de nous répondre : vous parlez du respect dû à la propriété individuelle : mais la première de toutes les propriétés n'est-elle pas la propriété de soi-même? La propriété individuelle par excellence, n'est-ce pas le droit réel et pratique d'être une personne, n'est-ce pas le droit garanti de chaque homme de pouvoir être un homme? Rendre à chaque homme la dignité de l'homme dans sa plénitude, sans restriction, supprimer ces limitations abusives que les vieux âges avaient si savamment apportées au droit naturel et imprescriptible de l'humanité, n'est-ce pas appliquer la Déclaration des Droits et faire œuvre normale de membre de votre Ligue?

Ainsi, nous trois, à qui vous faites aujourd'hui ce grand honneur, nous avons un même programme, et c'est le vôtre; nous demandons l'application des Droits de l'homme, moi plus spécialement à l'enfant; Pressensé à l'adulte; Guieysse au vieillard.

Que faisons-nous là, sinon l'œuvre même de la Ligue? Il faut croire que vous l'avez bien reconnu, mesdames et messieurs, puisque vous avez voulu nous donner aujourd'hui une si éclatante marque de sympathie. C'est l'esprit même de la Ligue qui nous réunit tous, ce soir. Et l'esprit de la Ligue, c'est l'esprit aussi de notre démocratie. C'est celui qui veut le progrès social, non pas par des combinaisons savantes, non

pas par l'appel à une charité intéressée, mais uniquement au nom de la justice. Voilà l'éternel et le solide terrain sur lequel nous voulons fonder la cité future : Justice humaine, justice sociale, justice dictée par la raison, imposée par la conscience, sans plus. Nous n'avons pas besoin d'autre autorité. C'est dans cette foi que, malgré toutes nos divergences, nous nous sentons profondément unis. C'est par elle que nous nous rattachons tous à la Révolution française. Et c'est par elle aussi que nous espérons être les serviteurs fidèles de la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen. (*Applaudissements prolongés.*)

DISCOURS de M. Francis de PRESSENSÉ

Citoyennes et Citoyens,

Vous n'attendez pas de moi de longues paroles à l'heure actuelle : je me reprocherais d'atténuer ou d'affaiblir en quoi que ce soit l'effet du magnifique exposé que vous venez d'entendre dans la bouche de mon collègue et ami Buisson.

Pour ma part, j'ai été profondément heureux d'entendre résoudre en quelque sorte une contradiction qu'on nous oppose souvent, et vous montrer comment ce socialisme qu'il a défini d'une façon si large et si élevée n'est pas seulement compatible avec la Déclaration des Droits de l'Homme, mais encore est contenu dans les flancs de cet immortel manifeste, et ressort des principes essentiels de la Révolution française.

Après de telles paroles et un exposé aussi magistral, dans lequel il a su, d'une part, rappeler le souvenir de nos origines, — je dirai nos origines glorieuses — rappeler certaines des journées par lesquelles nous avons passé tous ensemble, après avoir rendu cet hommage

éloquent au passé, il nous a fait remonter aux principes et nous a tracé d'une main ferme le programme de notre action prochaine. Je me reprocherais, quant à moi, de redescendre, à cette heure, jusqu'au niveau d'un échange banal de compliments.

Je n'ai pas eu, et aucun de nous n'a eu la fatuité de croire qu'il s'agit ici d'une célébration individuelle ou personnelle, ou plutôt nous avons tous eu la fierté de penser qu'il s'agissait ici de quelque chose de plus haut que de nos personnalités, c'est-à-dire d'une manifestation générale.

Assurément, il y a quelque chose de profondément émouvant quand on entend les témoignages trop généreux de vos sympathies ; il y a là quelque chose qui touche, qui relève, qui fait du bien après qu'on a passé par les épreuves que vous savez, après qu'on a entendu à de certains moments ce concert d'outrages et de calomnies, quand on recueille l'expression même exagérée de l'affection que vous nous avez manifestée ce soir. Mais ce serait quelque chose de bien misérable si nous prétendions borner le sens de ces manifestations à des considérations purement individuelles. Il y a quelque chose de beaucoup plus bienfaisant pour nous tous là-dedans.

S'il s'était agi de quelque chose d'uniquement individuel, quant à moi, j'aurais plutôt eu le sentiment d'une certaine humiliation, parce que je me serais demandé pourquoi c'était à nous, pourquoi c'était à moi qu'arrivaient ces hommages, et pourquoi pas à d'autres qui ont aussi bien fait, quelquefois mieux leur devoir. On se demande toujours aussi, dans ce cas, non seulement si on n'a pas été trop au-dessous de son propre idéal, mais encore trop au-dessous de son devoir.

Nous avons besoin, ce soir, de sentir que nos cœurs continuent à vibrer ensemble. Nous avons vécu des journées inoubliables, et j'ose dire que nous avons fait une œuvre inoubliable, elle aussi.

Buisson vous a rappelé tout à l'heure dans quelles conditions la Ligue avait été fondée; il vous a rappelé ce qu'elle avait été au début, presque uniquement un grand mouvement de sensibilité à propos d'une affaire particulière; comment la plupart d'entre nous, ayant constaté qu'il y avait une grande iniquité, une grande victime, s'étaient jetés dans la bataille pour réparer cette iniquité et sauver cette victime. Il vous a dit comment, peu à peu, tout s'était transformé, qu'il n'avait plus été question seulement d'un fait individuel, mais de quelque chose de beaucoup plus grand, que nous avons en quelque sorte saisi un raccourci de la société actuelle, que nous avons trouvé devant nous un symbole de toute l'iniquité qui pèse sur la société présente! C'est à partir de ce moment que la lutte a grandi et que nous avons senti que nous pouvions nous y donner tout entiers et faire appel aux sympathies de la nation tout entière.

A l'heure actuelle, je ne dirai pas notre vocation, mais notre profession et nos occupations à nous, élus, vont changer dans une certaine mesure. Nous nous étions accoutumés, au cours de ces dernières années, à vivre, je dirai, en quelque sorte, sur la place publique; nous avons fait l'apprentissage d'un mode d'action qui n'était pas tout à fait dans les habitudes françaises.

Jusqu'à présent, l'un des grands défauts, l'une des faiblesses de notre démocratie, c'était qu'elle se contentait beaucoup trop d'avoir choisi des mandataires et de s'en remettre ensuite à eux, de leur donner en quelque sorte une confiance implicite, un blanc-seing. Nous savons comment on a fait usage de ce blanc-seing et comment on a abusé de cette confiance.

Il y a eu, pendant quelques années, un puissant mouvement d'opinion qui s'est déchainé en dehors du Parlement. Vous vous rappelez comment la Chambre de 1898 avait été élue en quelque sorte sous la conspiration du mensonge et du silence, et comment, au début, il

semblait que la vérité n'y pût jamais pénétrer, comment elle avait commencé par rendre un hommage enthousiaste à celui qui avait apporté, à la tribune, avec le faux d'Henry, son propre mensonge.

A ce moment-là, nous avons compris qu'il y avait une nouvelle méthode à mettre en œuvre, et nous nous sommes efforcés de le faire. A l'heure actuelle, pour quelques-uns d'entre nous, il faudra changer notre méthode. En entrant dans la Chambre, nous pénétrons maintenant dans l'action parlementaire. J'ose espérer que nous n'oublierons pas l'apprentissage que nous avons fait, que nous ne limiterons jamais notre horizon aux murailles étroites du Palais-Bourbon ; nous comprendrons qu'il faut toujours ouvrir une fenêtre sur la place publique, et c'est pour cela que nous sommes heureux d'avoir senti vibrer ici, ce soir, les cœurs de la Ligue des Droits de l'Homme tout entière.

Ah ! certes, nous ne pourrions jamais, je le crois, oublier ce passé, et quand bien même, à certains moments, nous arriverions à des divergences plus graves que je ne peux prévoir ou supposer, quand bien même la politique avec tous ses hasards nous réserverait de pénibles aventures dans lesquelles nous nous trouverions quelquefois à des points éloignés de l'horizon, nous n'oublierons pas qu'il y a eu un temps où nous nous méconnaissions quelquefois les uns les autres, où nous nous combattons même avec âpreté et ardeur, mais qu'un jour un seul appel s'est fait entendre — c'était celui de la conscience — et que ce jour-là nous nous sommes retrouvés tous ensemble ! (*Applaudissements.*)

Ces luttes, nous ne les oublierons pas. Ah ! nous serons à certains moments tentés de trouver que les temps étaient meilleurs pour nous quand nous n'avions pas à nous mouvoir dans cette atmosphère d'intrigues et de manœuvres, quand nous ne voyions pas toujours rapetisser la politique à ces misérables questions d'intérêt personnel ou de portefeuilles, qui semblent être

toutes les affaires publiques pour un certain nombre de représentants de la démocratie française. Mais quand nous serons tentés d'être trop découragés, à ce moment, nous nous souviendrons qu'il y a une puissance à laquelle nous pouvons faire appel, et que nous pouvons venir chercher auprès de vous, non pas seulement des encouragements, mais même un mot d'ordre. Vous êtes, en effet, en quelque sorte, un commencement d'organisation de la conscience publique française. (*Applaudissements.*)

Nous nous adresserons à vous quand nous aurons besoin de chercher des inspirations plus hautes que celles que nous trouverons dans les couloirs de la Chambre. Quand nous serions tentés de nous abandonner, nous aussi, à ces petites combinaisons, à ces mesquines préoccupations personnelles, nous ne nous reporterons pas seulement au passé, nous aurons la conscience joyeuse que la Ligue vit, qu'elle dure, qu'elle n'estime pas que sa tâche est terminée. Ah ! non ! elle ne l'est pas ; — on vous l'a dit, et on ne peut trop le répéter, — au point de vue particulier de l'affaire qui nous a fait engager dans cette bataille, mais surtout elle n'est pas terminée au point de vue de toutes les conséquences logiques, de toutes les conséquences nécessaires que nous devons en tirer, et tant qu'il y aura à agir de ce côté, j'espère qu'à certains moments, quand nous sortirons de cette atmosphère confinée, quand nous voudrons respirer un air plus pur, quand nous ouvrirons cette fenêtre dont je parlais, donnant sur la place publique, nous vous trouverons là, et que vous nous direz : Présents ! Chaque fois que la conscience française aura besoin de vous ! (*Applaudissements prolongés.*)

Lettres et Télégrammes.

Nous reproduisons ici le texte de quelques-uns des télégrammes et des lettres dont M. le président n'a pu donner lecture dans son discours :

SECTION D'AULLÈNE

La section d'Aullène (Corse) de la Ligne des Droits de l'Homme et du Citoyen s'associe de cœur à la manifestation républicaine du 31 mai. Tous ses membres présentent leurs plus sincères félicitations aux membres du Comité central élus députés. Mais il sera impossible à aucun d'eux d'assister à l'assemblée générale du 31 mai et au banquet du 1^{er} juin.

Le président, B. NATAL.

SECTION DE COGNAC

La section cognacaise se joint par la pensée à la manifestation et adresse ses plus chaleureuses félicitations aux ligueurs Buisson, Guieysse, Pressensé.

JOSEPH RAUX, président.

SECTION DU PAYS BASQUE

La section basque, réunie le 31 mai, félicite les membres de la Ligne élus députés, particulièrement les trois collègues du Comité central et remercie ceux qui ont contribué à la victoire républicaine.

HARAMBURU, secrétaire.

SECTION DE RODEZ

La section de Rodez vous prie d'être son interprète pour transmettre ses félicitations cordiales aux nouveaux élus Buisson et Pressensé, et aux réélus, Guieysse et Hubbard.

Gloria victis! pour les ligueurs tombés dans la dernière bataille.

SIMAN, président.

SECTION DE SAINT-NAZAIRE

Il nous est impossible d'être représentés au banquet. La section est de cœur avec vous. Elle porte la santé des ligueurs élus pour le triomphe de la cause républicaine.

SECTION DU SUD DES DEUX-SÈVRES

La section du Sud des Deux-Sèvres envoie à M. Trarieux l'expression de sa haute admiration. Elle s'associe entièrement au témoignage de sympathie donné aujourd'hui aux membres éminents du Comité central : Ferdinand Buisson, Guieysse, de Pressensé, qui servent courageusement la France et la République.

D^r GAUD, président.

SECTION DE TOULOUSE

La section toulousaine félicite chaleureusement les députés Buisson, Guieysse et Pressensé.

SECTION DE VAUVILLERS

Les membres de la Ligue des Droits de l'Homme de Vauvillers adressent à messieurs les membres du Comité central et en particulier MM. Buisson, de Pressensé et Guieysse leurs vives félicitations pour le dévouement qu'ils apportent à cette belle association et regrettent de ne pouvoir assister à la réunion, boivent à leur santé ainsi qu'à celle des membres de la Ligue et au succès de cette belle œuvre si philanthropique.

ARMAND BLOCH, trésorier.

Se sont fait excuser, en outre MM :

Aidy, député de l'Ande ; Baudon, député de l'Oise ; E. Braud, député, de la Charente-Inférieure, Etienne Camuzet, député de la Côte d'Or ; G. Conlondre, député de Vaucluse ; Charles Chabert, député de la Drôme ; Chambige, député du Puy-de-Dôme ; Dubief, député de Saône-et-Loire ; A. Gervais, député de la Seine ; Clovis Hugues, député de la Seine ; Iriart d'Etchepare, député des Basses-Pyrénées ; Ph. Krauss, député du Rhône ; Honoré Leygue, député de la Haute-Garonne ; Mulac, député de la Charente ; Millerand, député de la Seine ; Paschal Grousset, député de la Seine ;

Louis Bizarelli, sénateur de la Drôme ; Clamageran, sénateur inamovible ; D^r Lordereau, sénateur de l'Yonne ; Milliès-Lacroix, sénateur des Landes ; Perréal, sénateur de l'Hérault ; Poirrier, sénateur de la Seine ; Vuillod, sénateur, du Jura.

Emile Bourgeois, Emile Duclaux, D^r Gley, Yves Guyot, D^r J. Héricourt, Lucien Herr, Louis Lapicque, Paul Meyer, Auguste Molinier, Joseph Reinach, D^r Charles Richet, membres du Comité central ;

L. Leblois, avocat à la Cour d'appel ; Henry Mornard, avocat à la cour de cassation ;

Eugène Monseur, professeur à l'Université de Bruxelles, secrétaire général de la Ligue belge des Droits de l'Homme.

André Honnorat, Rischmann, président de la section de St-Mandé ;

Tiger, secrétaire général des comités républicains, radicaux et radicaux-socialistes du XIII^e arrondissement ; Henri Rousselle, conseiller municipal du XIII^e Arrondissement ;

Le secrétaire général-gérant : **MATHIAS MORHARDT**